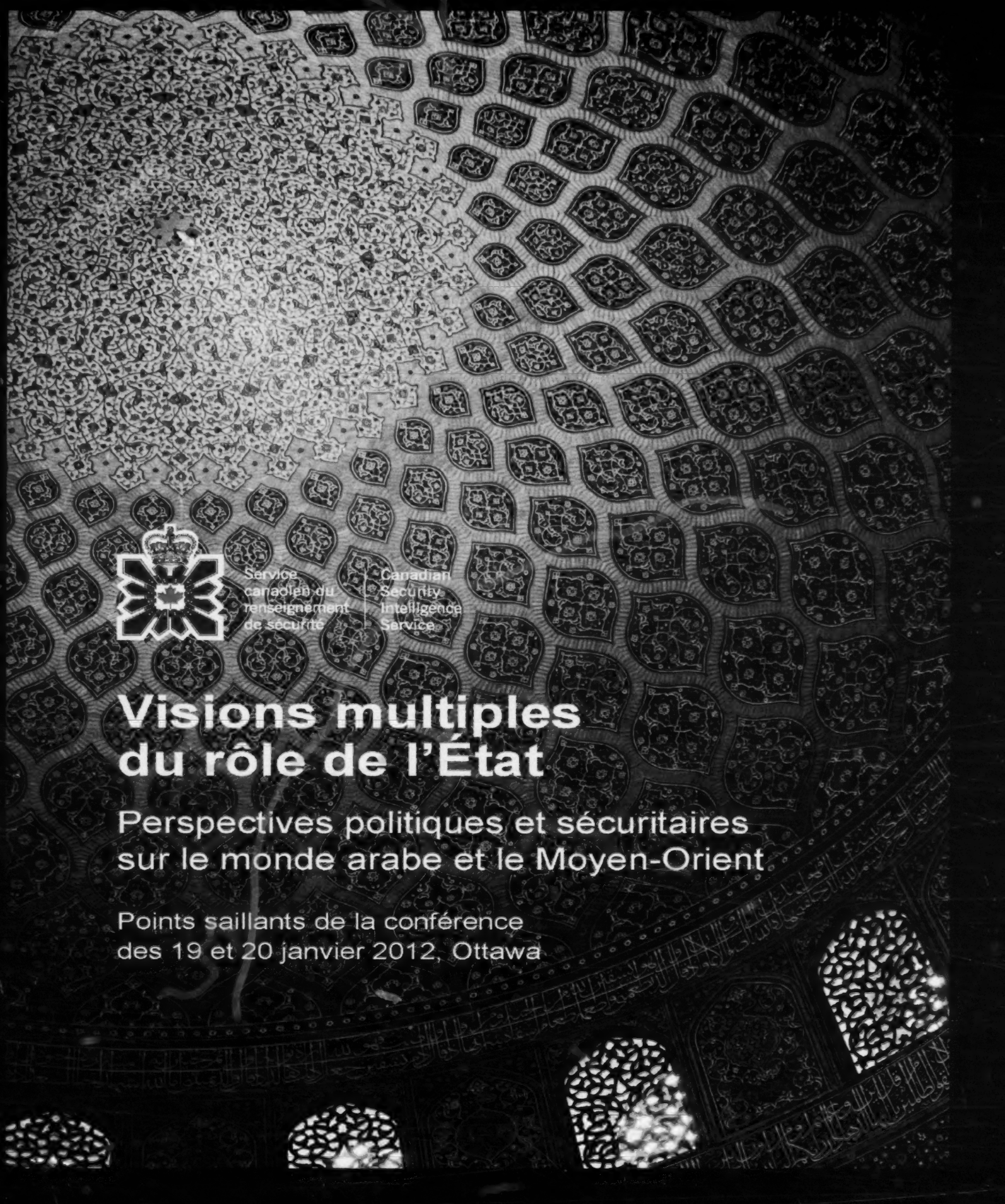


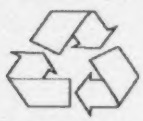
Service canadien du renseignement de sécurité | Canadian Security Intelligence Service

Visions multiples du rôle de l'État

Perspectives politiques et sécuritaires sur le monde arabe et le Moyen-Orient

Points saillants de la conférence
des 19 et 20 janvier 2012, Ottawa

Pensez à recycler



Ce document est imprimé avec de l'encre sans danger pour l'environnement

FSC

CC BY NC ND

Série *Regards sur le monde : avis d'experts*; publication n° 2010-09-02

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les experts qui ont présenté des exposés et par les autres participants à la conférence organisée par le Service canadien du renseignement de sécurité dans le cadre de son programme de liaison-recherche. Le rapport est diffusé pour nourrir les discussions. Il ne s=agit pas d=un document analytique et il ne représente la position officielle d=aucun des organismes participants. La conférence a été dirigée selon les règles de Chatham House; de ce fait, on n=attribue ni ne divulgue l=identité des conférenciers et des participants.

www.scrs-csis.gc.ca

Publié en mai 2012
Imprimé au Canada

© Sa Majesté la Reine en droit du Canada

Crédit photo : istockphoto.com

Visions multiples du rôle de l'État

Perspectives politiques et sécuritaires sur le monde arabe et le Moyen-Orient

Conférence du Service canadien du renseignement de sécurité organisée en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international

Points saillants de la conférence
des 19 et 20 janvier 2012, Ottawa

Rapporteur : Thomas Juneau, Université Carleton

La conférence et ses objectifs

Les 19 et 20 janvier 2012, en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Programme de liaison-recherche du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a été l'hôte d'une conférence sur le Moyen-Orient d'une durée de deux jours. Cette conférence, qui s'est déroulée conformément aux règles de Chatham House, avait un triple objectif : aider les participants à mieux comprendre les défis que la région aura à relever sur les plans intérieur et extérieur, étudier ses perspectives d'avenir et discuter des conséquences connexes pour le Canada.

Les débats d'experts ont été organisés autour de plusieurs modules portant sur les thèmes suivants :

- la politique et la sécurité en Égypte,
- la péninsule Arabique,
- le Maghreb,
- le Machrek,
- les relations israélo-palestiniennes,
- la violence politique et le terrorisme,
- l'avenir de l'islam politique,
- l'évolution de la géopolitique de la région,
- les conséquences pour le Canada et les États-Unis.

La conférence a réuni divers participants et a pu compter sur d'éminents spécialistes du Canada, de l'Europe, du Moyen-Orient et des États-Unis. Elle a porté sur une série de thèmes majeurs et ouvert la voie à un dialogue permanent sur les plus marquants. Les principales idées qui ont été présentées par les spécialistes et dont les participants ont discuté sont résumées dans le présent compte rendu. Il convient de signaler que les opinions et les idées exprimées dans le présent rapport ne sont pas celles du SCRS et qu'elles visent uniquement à encourager la poursuite de la discussion sur la tourmente politique dans laquelle le Moyen-Orient est pris depuis le début de 2011.

Sommaire

Changement, continuité et incertitude

L'excitation initiale que « l'éveil du monde arabe » a causée au début de 2011 retombe peu à peu devant la résurgence des tensions sectaires, les jeux géopolitiques, les attentes insatisfaites et l'incertitude de l'avenir des nouveaux dirigeants et des processus démocratiques qui n'ont pas encore été testés. Quelques pays ont réussi à renverser des régimes autoritaires (la Tunisie, la Égypte et la Libye), d'autres sont toujours engagés dans des luttes incertaines (la Syrie, le Yémen et Bahreïn), alors que d'autres encore demeurent plus ou moins enracinés dans le statu quo (comme l'Arabie saoudite et la Jordanie).

Les révoltes ont laissé la région déchirée, aux prises avec les promesses et les incertitudes de la réforme, la délicate tâche d'établir de nouveaux systèmes politiques, la résilience des structures autoritaires et la persistance de la violence. Elles ont aussi montré que la légitimité politique est liée à la volonté populaire ainsi qu'à la capacité des gouvernements d'examiner les doléances et de lutter contre les indignités humaines. De ce fait, l'islam politique doit maintenant relever des défis intimidants, susceptibles de réécrire sa propre histoire et celle des pays où il accédera au pouvoir.

Cette situation nouvelle et encore changeante engendre plusieurs conséquences imprévues. En plus de rouvrir d'anciennes fractures et de ranimer de vieilles rivalités, les révoltes ont relancé des jeux de pouvoir régionaux, particulièrement entre l'Iran, Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie, et obligent les puissances extérieures, comme les ÉtatsUnis, la Russie et la Chine, à repenser leur approche de la région. L'avenir nous réservera inévitablement des surprises, mais nous pouvons au moins nous attendre à une instabilité profonde et de longue durée pendant que les nouvelles élites essaient de rédiger et de négocier de nouveaux contrats sociaux et d'établir un nouvel ordre politique.

Il est difficile pour ceux qui étudient la région d'interpréter les événements récents étant donné leur nature complexe et dynamique. Pour comprendre les perturbations de l'année dernière, nous avons proposé d'examiner l'évolution de l'ordre politique régional, la nature du contexte de la menace et la géopolitique de la région à partir de trois questions :

- Qu'est-ce qui a changé?
- Qu'est-ce qui n'a pas changé?
- Quels facteurs ou tendances demeurent incertains ou ambigus?

Changement

L'ordre politique moyen-oriental et nord-africain subit de profondes transformations. Au cours de cette remarquable période de l'histoire du monde arabe, la population de la région entreprend un véritable processus d'autodétermination nationale pour la première fois. Vides politiques et dynamiques instables ont entraîné l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène politique, dont les plus connus sont le produit de l'islam politique comme Ennahda en Tunisie et les Frères musulmans en Égypte. On craint cependant que la popularité des islamistes ne puisse compenser leur manque de vision et d'expérience politique, ce dont ils auront besoin pour faire face aux enjeux pratiques de taille auxquels la région sera confrontée dans l'avenir.

Parallèlement, ces soulèvements populaires ont modifié l'équilibre interne du pouvoir dans les anciens comme dans les nouveaux systèmes politiques. À Bahreïn, par exemple, le succès de la répression par le régime des manifestations dans les rues a avantagé les radicaux au détriment des réformistes.

L'éveil du monde arabe a aussi profondément modifié le contexte de la menace dans la région. Les difficiles transitions postrévolutionnaires, notamment, suscitent un certain nombre de préoccupations sur le plan de la sécurité. Ainsi, la persistance de l'instabilité dans la Libye de l'après-Kadhafi a eu et continuera d'avoir des répercussions sur la sécurité de la région, ne serait-ce que parce que des armes sortent du pays et se retrouvent entre les mains de réseaux terroristes ou criminels aux quatre coins de l'Afrique du Nord, du Sahel et du Moyen-Orient.

De plus, les révoltes arabes ont modifié la dynamique régionale du pouvoir, même si de nombreuses questions ne sont toujours pas réglées. L'Égypte retrouve peu à peu son rôle traditionnel de leader, alors que l'influence de l'Iran a essuyé plusieurs revers. De son côté, le Qatar a profité de la tourmente régionale pour poursuivre son ascension en vue de devenir un centre régional du pouvoir.

Continuité

De nombreux conférenciers ont mentionné que les protagonistes qui dominaient l'ancien ordre politique luttent ferme depuis le début de 2011 pour protéger le statu quo. Ils ne se laissent pas abattre et tiennent à défendre les vieilles structures dans lesquelles ils ont toujours des intérêts politiques et économiques considérables.

Ces protagonistes peuvent être subdivisés en trois catégories. Ceux qui, comme l'Arabie saoudite, se présentent comme les principaux défenseurs de l'ordre existant. Ceux qui traversent ou ont traversé une révolution, comme le Yémen et l'Égypte, qui ont déjà été de puissants acteurs et qui se battent avec énergie pour protéger leurs intérêts. Enfin, ceux qui, comme le Maroc ou l'Algérie, n'ont pas été balayés par des manifestations massives, qu'il est intéressant d'étudier afin de comprendre à quels facteurs attribuer leur stabilité constante.

Malgré les bouleversements majeurs provoqués par les révoltes arabes, des éléments importants persistent dans le contexte de la menace et la géopolitique de la région. La notice nécrologique d'al-Qaïda a été rédigée plusieurs fois déjà, mais la nébuleuse terroriste est loin d'être quantité négligeable, et bon nombre de ses réseaux régionaux représentent toujours une menace considérable pour les intérêts occidentaux.

Du point de vue de la géopolitique régionale, le conflit israélo-palestinien reste une plaie purulente dans beaucoup d'esprits de la région. Selon bon nombre de participants à la conférence, il est peu probable qu'une solution voit le jour en 2012. Par ailleurs, les tensions sectaires n'ont pas joué un rôle déterminant dans l'orientation de l'éveil du monde arabe, mais elles représentent une importante ligne de faille régionale, par exemple à Bahreïn.

Incertitude

Les conférenciers se sont penchés sur un certain nombre de facteurs et de tendances qui joueront un rôle déterminant dans le nouvel ordre politique, le contexte sécuritaire et la géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, mais dont l'évolution demeure incertaine. Les conséquences imprévisibles des attentes insatisfaites une fois l'euphorie révolutionnaire dissipée sont un des principaux sujets de préoccupation. De plus, même si une série de nouveaux acteurs ont

émergé sur la scène politique, leurs intentions sont mal comprises dans bien des cas.

Le contexte de la menace dans la région est aussi extrêmement incertain. Quel sera l'avenir d'al-Qaïda? Son discours de rejet et de changement par la violence sera-t-il supplanté par un nouveau discours de pluralisme et de changement pacifique, ou réussira-t-elle à s'adapter? Pourrait-elle servir de point de ralliement aux jeunes privés de leurs droits dont les espoirs de transition démocratique demeurent insatisfaits? Continuera-t-elle d'encourager ses recrues occidentales à commettre des attentats « sur son territoire », c.-à-d. au Moyen-Orient et en Afrique du Nord?

Dans l'intervalle, il faut surveiller attentivement l'instabilité en Syrie, en Libye, en Irak et peut-être en Jordanie afin d'empêcher que des territoires ingouvernés voient le jour. Les organisations terroristes d'aujourd'hui commencent à surpasser leurs pendants de l'époque de la guerre froide et à suivre leur propre voie. Ainsi, al-Qaïda a été fondée en 1988, mais a attendu jusqu'en 1998 avant de perpétrer ses premiers attentats. Par comparaison, al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) a pris de l'importance à une vitesse spectaculaire, puisqu'elle a été créée en 2009 et qu'elle a peut-être dépassé l'organisation mère sur les plans des capacités et des desseins. La force d'AQPA réside dans son ingéniosité et son originalité. La possibilité que le groupe ait un jour recours à des engins explosifs implantés chirurgicalement a été évoquée pendant la conférence.

De nombreux aspects de la géopolitique régionale, comme l'évolution du contexte économique, sont aussi incertains. L'avenir de l'influence des États-Unis est une question fondamentale à laquelle il n'existe aucune réponse consensuelle. Comme le disait un des conférenciers, « il y a un peu de tout » : les révoltes arabes ont servi les intérêts des États-Unis à certains égards et les ont desservis à d'autres égards. Tout au long de la conférence, plusieurs conférenciers ont soutenu que l'influence des États-Unis dans la région avait probablement déjà commencé à diminuer avant 2011. Reste à voir si ce déclin se poursuivra, s'accélérera ou sera renversé à l'avenir.

Conséquences pour le Canada

L'éveil du monde arabe aura inévitablement des répercussions sur le Canada et ses intérêts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il est possible que le Canada n'ait qu'une capacité limitée d'influencer les résultats dans la région, mais il aura un certain nombre de défis à relever parce qu'il devra apprendre comment se comporter dans le nouvel ordre politique et le nouvel ordre social de la région.

À court terme, la région sera absorbée par ses difficultés intérieures. Il est très possible que l'instabilité et l'extrémisme émanant de la région augmentent, ce qui pourrait avoir des conséquences directes pour les intérêts canadiens de plusieurs façons. Par exemple, des réseaux jihadistes profitant de l'instabilité dans des pays comme le Yémen ou la Syrie pourraient trouver un écho auprès de plus en plus de citoyens canadiens.

En même temps, les bouleversements que connaît la région compromettent la sécurité de certains alliés du Canada et d'autres partenaires internationaux. Ces nouvelles menaces sont liées, par exemple, aux risques d'une instabilité prolongée dans des pays en proie à une guerre civile ou pour lesquels la transition est difficile. Dans ce contexte, le Canada pourrait recevoir des demandes bilatérales et multilatérales de soutien de nouveaux projets et d'amélioration de la collaboration existante afin de faire face aux répercussions complètes et durables d'une nouvelle réalité politique arabe.

Introduction

L'excitation initiale que « l'éveil du monde arabe » a causée au début de 2011 retombe peu à peu devant la résurgence des tensions sectaires, les jeux géopolitiques, les attentes insatisfaites et l'incertitude de l'avenir des nouveaux dirigeants et des processus démocratiques qui n'ont pas encore été testés. Les révoltes ont laissé la région déchirée, aux prises avec les promesses et les incertitudes de la réforme, la délicate tâche d'établir de nouveaux systèmes politiques, la résilience des structures autoritaires et la persistance de la violence.

Dans l'intervalle, la tourmente politique ébranle un ordre régional autrefois inébranlable. Quelques pays ont réussi à renverser des régimes autoritaires (la Tunisie, l'Égypte et la Libye), d'autres sont toujours engagés dans des luttes incertaines (la Syrie, le Yémen et Bahreïn), alors que d'autres encore demeurent plus ou moins solidement enracinés dans le statu quo (l'Arabie saoudite et la Jordanie).

Cette situation nouvelle et encore changeante a plusieurs conséquences imprévues. En plus de rouvrir d'anciennes fractures et de ranimer de vieilles rivalités, les révoltes ont relancé des jeux de pouvoir régionaux, particulièrement entre l'Iran, Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie, et obligent les puissances extérieures, comme les ÉtatsUnis, la Russie et la Chine, à réexaminer leur façon d'aborder la région. Nous pouvons nous attendre à une instabilité profonde et de longue durée pendant que les nouvelles élites émergent et négocient avec les anciennes afin de rédiger de nouveaux contrats sociaux et d'établir un nouvel ordre politique.

Il est donc très difficile pour les observateurs du Moyen-Orient d'interpréter les événements actuels étant donné leur nature complexe et dynamique. Pour comprendre la récente transformation politique et ses conséquences, nous pouvons examiner l'évolution de l'ordre politique régional, la nature du contexte de la menace ainsi que la géopolitique régionale à partir des trois questions qui suivent.

- **Qu'est-ce qui a changé?**

  Il faut accorder une attention accrue à certains des nouveaux acteurs et des nouvelles tendances. Le changement peut très bien se manifester de façons et à des endroits inattendus.

- **Qu'est-ce qui n'a pas changé?**

Il est facile de faire abstraction de cette question centrale. Une comparaison des éléments qui ont changé avec ceux qui sont restés les mêmes permet d'éviter les partis pris dans l'examen de la région dans son ensemble. On présume souvent trop rapidement qu'une variable – par exemple le statut d'un acteur, un ensemble de relations – a changé alors que ce n'est pas le cas.

- **Quels facteurs demeurent incertains et ambigus?**

Ces facteurs jouent un rôle déterminant dans le contexte de la menace et l'ordre politique en plein essor, mais il est actuellement impossible d'évaluer l'orientation qu'ils prendront. Étant donné le haut niveau d'incertitude entourant ces variables, nous pouvons essayer de comprendre le contexte dans lequel ces facteurs interviennent en posant les questions suivantes : comment les règles du jeu ont-elles changé, comment les acteurs eux-mêmes ont-ils changé et comment le contexte régional et international a-t-il évolué?

Le printemps arabe, un vent de changement

Évolution de l'ordre politique

Émergence d'un véritable processus d'autodétermination nationale

D'après un conférencier, nous sommes actuellement témoins d'une des périodes les plus remarquables de l'histoire du monde arabe. Pour la première fois dans son histoire, la région entreprend un véritable processus d'autodétermination nationale dans lequel le peuple peut commencer à définir sa réalité politique. Cette évolution historique majeure présente cinq grandes caractéristiques :

- *La naissance du citoyen arabe moderne :* pour la première fois, les Arabes sont conscients de leur pouvoir et de leurs droits et se disent que le temps est venu de définir collectivement leurs propres sociétés et gouvernements. Ce processus est le début du « véritable consentement des gouvernés ». On ne sait pas encore au juste quelle orientation prendra

cette évolution, mais ce qui est remarquable à cette étape, c'est que le processus est amorcé.

- *La naissance d'un véritable processus politique :* il y a eu des manifestations pacifiques ici et là par le passé, mais jamais de l'ampleur des manifestations actuelles. Cette tendance ne fera que s'intensifier à mesure que le processus constitutionnel suivra son cours.

- *L'ébauche d'un nouveau contrat social :* le peuple exige une plus grande justice sociale, mais comme cette exigence est souvent exprimée en termes généraux, elle n'a pas encore été traduite en actions concrètes sur le plan des politiques.

- *L'établissement de mécanismes de responsabilisation qui consacrent la légitimité politique :* c'est une première dans le monde arabe, qui n'a jamais connu de véritable légitimité ancrée dans la responsabilisation.

- *La redéfinition des relations entre civils et militaires :* il se pourrait que ce soit la dynamique la plus importante, celle qui définira l'évolution de la situation au cours des années à venir.

Si ces cinq dynamiques se maintiennent, un processus durable d'autodétermination nationale suivra son cours, menant au prix ultime resté hors de portée du monde arabe depuis la Première Guerre mondiale : une souveraineté moderne enracinée dans le bien-être de la population. Ces faits nouveaux historiques signifient aussi que, pour la première fois dans le monde arabe, les tendances politiques et sociales pourraient converger et mener peu à peu à des États qui correspondent au désir de la majorité tout en protégeant les droits des minorités.

Les révoltes arabes ont également changé à tous les niveaux la façon dont le pouvoir est exercé et configuré. Les participants à la conférence ont mentionné fréquemment qu'un grand nombre de nouveaux acteurs se révèlent. La plupart étaient déjà présents dans la société, mais étaient pratiquement invisibles jusqu'à maintenant. Parmi eux figurent notamment les salafistes, les ultraconservateurs et les jeunes révolutionnaires. Il est utile de se demander quels autres acteurs importants sont toujours dans l'ombre et attendent pour en sortir.

Nous ne devons pas oublier l'ampleur des obstacles qui devront être surmontés au cours des années à venir, surtout dans des pays qui ont d'énormes défis à relever à cause, par exemple, de l'insécurité et d'une infrastructure médiocre. Malgré ces obstacles, nous sommes témoins de quatre transitions distinctes qui, à travers l'histoire, se sont généralement produites séparément dans d'autres pays :

- l'« éveil », qui peut être interprété comme la « dernière lutte anticoloniale » dans le monde arabe contre des régimes politiques qui sont les vestiges directs ou indirects de l'empire colonial;
- cette lutte, qui est une bataille autant pour la démocratie que pour la justice sociale;
- le désir du peuple de participer à la définition des politiques et des valeurs nationales;
- les révoltes, qui représentent une lutte pour une croissance économique équitable et durable.

Dans la plupart des pays occidentaux, il a fallu un siècle ou deux pour effectuer cet ensemble complexe de transitions. Un conférencier s'est donc dit d'avis qu'il faut laisser aux Arabes l'espace et le temps nécessaires pour qu'ils puissent définir leurs propres priorités et reconfigurer leurs systèmes politique, économique et social en fonction de leurs propres normes et valeurs.

Bref, les deux facteurs qui ont poussé Mohammed Bouazizi, jeune vendeur ambulant de fruits et de légumes humilié par la police tunisienne, à s'immoler en décembre 2010 sont aussi ceux qui ont engendré ce vent nouveau de légitimité et de responsabilisation qui balaie la région : les doléances matérielles, c'est-à-dire les aspirations du peuple à un accroissement de la richesse et de la sécurité, et les indignités intangibles, c'est-à-dire les humiliations quotidiennes répétées que la majorité des citoyens subissent.

Émergence de nouveaux acteurs

Bahreïn. Il est important de mettre les événements récents au Moyen-Orient dans leur contexte historique. Le cas de Bahreïn, plus particulièrement, montre bien que les acteurs à l'origine des manifestations populaires dans ce pays en 2011 ne sont pas surgis de nulle part, mais plutôt d'une culture d'opposition et de manifestations politiques de longue date. À des degrés divers, ce fut le cas dans toute la région, quoique pas chez les voisins immédiats de Bahreïn.

À Bahreïn, les émeutes font partie du paysage politique depuis les années 1930 et la création de l'industrie pétrolière locale, d'où l'adage local selon lequel il y a une intifada tous les dix ans dans l'État insulaire. À cet égard, Bahreïn se distingue de ses voisins : l'opposition y est ancienne et bien organisée. En fait, au niveau du Conseil de coopération du Golfe (CCG, qui représente les monarchies arabes riches en pétrole du golfe Persique : Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis), les seuls partis politiques actifs se trouvent à Bahreïn (théoriquement, les partis ne sont pas autorisés là-bas, mais les sociétés politiques le sont).

Malgré les profondes racines historiques de l'opposition politique, les manifestations de 2011 se sont distinguées parce qu'elles s'inscrivaient dans des changements importants ébranlant la scène politique nationale. Bahreïn est une autocratie libéralisée depuis 2002, lorsque les sociétés organisées, les syndicats et les associations de la société civile sont devenues légaux. Le parlement a cependant très peu de pouvoir parce que le gouvernement peut opposer son véto à toutes ses décisions. Par conséquent, lorsque le parlement a été rétabli en 2002 après avoir été suspendu, les principales associations politiques ont décidé de ne pas y participer, y compris le plus grand parti d'opposition chiite, al-Wefaq (la majorité de la population est chiite, tandis que la famille royale est sunnite). Al-Wefaq soutenait que la constitution accordait trop de pouvoirs à des non-élus.

En 2006, al-Wefaq a décidé de participer aux élections, ce qui a entraîné son assimilation par le régime et la fragmentation de l'opposition, certains de ses membres ayant décidé de se scinder du groupe et de créer al-Haq, un autre parti d'opposition plus radical. Al-Haq a cherché à internationaliser la crise bahreïnie en présentant aux Nations Unies une pétition exigeant plus de pouvoirs pour le parlement.

Égypte. Partout au Moyen-Orient, les islamistes suivent attentivement leurs homologues égyptiens. Si les Frères musulmans réussissent en Égypte, ils ouvriront la voie à d'autres groupes qui essaieront de faire de même. Ce qui se passe dans ce pays est d'une importance capitale, l'histoire ayant démontré que le reste du monde arabe a tendance à suivre l'évolution de la situation politique en Égypte (rappelons l'émergence du constitutionalisme dans les années 1940 et 1950 et la prédominance du panarabisme et du nationalisme dans les années 1950 et 1960).

Avant la révolution égyptienne de 2011, il y avait trois grands groupes islamistes en Égypte : les Frères musulmans, le mouvement salafiste et les anciens jihadistes qui, dans bien des cas, avaient renoncé à la violence. Les Frères et les salafistes ont été sévèrement réprimés

sous la présidence de Hosni Moubarak. L'activisme social et le travail de missionnaire salafistes étaient constamment minés par le régime.

Lorsque les manifestations ont éclaté dans les rues du Caire en janvier 2011, les Frères musulmans ont d'abord affirmé qu'ils n'y participeraient pas, tout en disant à leurs membres que ceux qui le désiraient pouvaient se rendre sur la place Tahrir. Le 28 janvier 2011, voyant la situation s'intensifier, les Frères ont décidé de participer directement au mouvement de protestation croissant. Au 2 février, des membres des Frères, certains salafistes et d'anciens jihadistes étaient en première ligne du soulèvement populaire.

Après la chute de Moubarak le 11 février, la dynamique politique a changé, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) ayant pris la relève. L'énorme appareil de sécurité de l'État utilisé pour contrôler et réprimer les islamistes s'était effondré. Cette nouvelle situation était lourde de conséquences pour chacun des trois principaux groupes.

Avant le soulèvement, les Frères musulmans avaient acquis une certaine expérience de la politique étrangère et de la politique intérieure, étant donné leur collaboration avec d'autres mouvements politiques, comme les associations étudiantes. Ils ont rapidement mis cette expérience à profit, comme en ont témoigné leurs habiletés à faire campagne au cours des élections législatives de la fin de 2011 et du début de 2012. Même si, dans une certaine mesure, leur histoire les avait préparés à participer activement à la vie politique, les Frères ne peuvent s'appuyer ni sur l'expérience, ni sur la pensée stratégique nécessaires pour aborder les enjeux de taille qui se manifesteront dans la région. La qualité de son jeu politique demeure imprévisible.

La montée des salafistes a surpris plusieurs observateurs. Les salafistes étaient en fait une coalition de cinq partis : un gros, Noor, un de taille moyenne et trois plus petits. Leur succès reposait dans une large mesure sur leur capacité de fournir des services sociaux tout en utilisant le symbolisme religieux ainsi que leurs structures administratives et organisationnelles existantes. Comme les Frères musulmans, Noor se consacrait aux services sociaux, comme la prestation de soins de santé gratuits, dans tout le pays. L'importance de ces services est devenue évidente : on peut voir sur les cartes que les partis islamistes ont recueilli le plus d'appuis aux endroits où ils étaient actifs depuis plus longtemps. Même si Noor et les autres mouvements politiques étaient principalement apolitiques avant 2011, leurs solides structures organisationnelles ont grandement facilité leur mobilisation une fois l'arène politique ouverte.

De leur côté, les anciens jihadistes se sont souciés avant tout de prendre leurs distances par rapport à la violence et de participer au processus politique. Bon nombre de leurs dirigeants, auparavant réputés pour leurs gestes farouchement antidémocratiques, ont rapidement formé des coalitions politiques. Cette transition éventuelle vers la politique traditionnelle a soulevé plusieurs questions complexes. Certains dirigeants du groupe avaient des casiers judiciaires, tandis que bon nombre des membres de la base n'étaient pas enthousiastes à l'idée de participer au processus politique. Néanmoins, ayant renoncé à la violence, les dirigeants de l'ancien mouvement jihadiste ont continué de renforcer leur légitimité politique.

C'est dans ce contexte que les groupes islamistes affiliés aux Frères musulmans et aux salafistes ont remporté les deux tiers des sièges aux premières élections législatives tenues depuis la chute du président Moubarak. Deux forces distinctes animent maintenant les Frères musulmans : la lutte pour le pouvoir au sein du parti et leurs relations tendues avec le CSFA qui dirige actuellement le pays. Le prochain affrontement entre les Frères et le CSFA sera au sujet de la future constitution de l'Égypte. Étant donné leur majorité des deux tiers, les islamistes exerceront une influence considérable sur l'assemblée constitutionnelle chargée de rédiger la constitution en 2012. Les Frères vont probablement essayer de faire adopter certaines dispositions constitutionnelles pour limiter les pouvoirs de l'armée.

En général, les salafistes cherchent à communiquer trois grands messages : qu'ils sont les plus religieux, qu'ils sont en voie de devenir plus modérés et qu'ils ne veulent pas affronter l'armée, mais plutôt être conciliants. Leur principal objectif est de faire de la loi islamique, ou charia, la seule (plutôt que la principale) source des lois du pays, bien qu'ils reconnaissent eux-mêmes que ce sera difficile. Un défi important pour les salafistes est d'éviter les divisions et les défections. Par exemple, bien qu'au début du soulèvement les dirigeants salafistes aient ordonné à leurs partisans de ne pas se joindre aux manifestants sur la place Tahrir, bon nombre de membres des rangs intermédiaires et de la base les ont défiés et l'ont fait de toute façon. Ce mode de fragmentation se poursuivra, les membres plus jeunes étant généralement plus inclusifs et tolérants que leurs dirigeants.

Tunisie. Parti islamiste interdit sous le gouvernement de Zine El-Abidine Ben Ali, Ennahda s'est révélé être l'acteur dominant dans le nouvel ordre politique en Tunisie. La fragmentation des autres partis d'opposition, en particulier ceux de gauche, lui a permis de sortir grand gagnant des élections de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011. Ennahda a dû accepter de conclure une alliance avec deux petits partis de gauche, le Congrès pour la république (CPR)

et Ettakatol, pour former un gouvernement. Cependant, le pouvoir est concentré entre les mains du premier ministre d'Ennahda dans la coalition au pouvoir depuis le 22 décembre, et ses alliés en ont très peu. Les organisations de la société civile continuent donc d'exercer des pressions sur Ennahda, craignant qu'il ne recoure à une stratégie hégémonique comme Ben Ali l'avait fait par le passé.

En général, la révolution tunisienne a été pour Ennahda une occasion de se reconstruire de fond en comble. Sa stratégie et son message ont été de présenter ses membres comme les victimes de Ben Ali et non comme des politiciens, en promettant aux Tunisiens à la fois une rupture par rapport à l'ancien régime et la réconciliation. Il a aussi promis l'ordre et la justice sociale à une population qui veut par-dessus tout la stabilité et la fin du chaos. Par ailleurs, Ennahda a adopté une stratégie ciblée et prudente afin de jongler avec les nombreuses demandes concurrentes pendant la transition. Ces demandes vont de la libéralisation de la politique économique et de la politique étrangère de la Tunisie à la promotion de la justice sociale et de la morale publique. Malgré tout, de nombreux milieux ont de plus en plus de doutes sur la nature du programme des islamistes, certains ayant fait des déclarations préoccupantes.

Les jeunes et l'utilisation des médias sociaux. Toutes les manifestations au MoyenOrient offrent deux particularités remarquables : l'émergence des mouvements de jeunes en tant qu'acteurs politiques centraux et l'utilisation qu'ils font des médias sociaux pour servir leur cause. En Égypte, 30 % de la population est âgée de 15 à 35 ans, ce qui montre bien l'importance des jeunes dans la nouvelle politique régionale.

Sous le régime de Moubarak, certaines conditions ont préparé le terrain à l'émergence de groupes sociaux de jeunes. De tels groupes étaient autorisés dans l'ancien système tant qu'ils ne contestaient pas le gouvernement. Comme les principaux partis politiques n'arrivaient pas à inclure ces mouvements naissants, ils se sont développés de façon autonome. Les groupes sociaux en Égypte ont donc fait surface d'abord en tant que mouvements politiques et idéologiques. Des millions de jeunes sont descendus dans les rues pour soutenir la cause palestinienne en 2002 et pour s'opposer à la guerre en Irak en 2003.

Les mouvements sociaux et de jeunes en Égypte présentent plusieurs caractéristiques. Créés dans un climat de répression, ils n'ont pas eu d'autre choix que de se mobiliser en utilisant des moyens officieux et sans structure de direction. C'est un phénomène très souple, les jeunes activistes passant facilement d'un groupe, ou une cause, à

un autre. Les jeunes activistes sont aussi en mesure de se déplacer entre les mondes réel et virtuel, ce qui explique peut-être en partie leur manque général d'idéologie et d'homogénéité. Ils ne sont habituellement pas intéressés à être classés comme laïques ou religieux; ils cherchent plutôt un système politique fondé sur la démocratie.

Plusieurs groupes de jeunes ont vu le jour en Égypte au cours des dernières années. La plupart ont joué, à des degrés divers, des rôles importants dans les événements de janvier et de février 2011. Kefaya (« assez » en arabe) est le principal groupe de manifestants depuis 2005. Le Mouvement du 6 avril est un autre groupe important. Créé au départ sur Facebook à titre de groupe d'opposition en 2008, il est constitué principalement de jeunes qui ont été membres de groupes interdits comme Kefaya et Ghad, parti d'opposition libéral, ainsi que d'indépendants. Cependant, le Mouvement du 6 avril est divisé entre libéraux et nationalistes et entre ceux qui sont favorables et ceux qui s'opposent à la participation aux élections. Ses effectifs sont inconnus, mais pourraient être de 2 000 à 5 000 membres.

Le mouvement Nous sommes tous Khaled Saïd, du nom d'un jeune homme battu à mort par la police à Alexandrie en 2010, est un autre groupe Facebook influent. Il comptait déjà 350 000 membres au 25 janvier 2011 et en a attiré plus de deux millions depuis. Enfin, l'aile jeunesse des Frères musulmans est un joueur important parmi les mouvements de jeunes, puisqu'elle s'est dissociée des Frères musulmans après la révolution. Comme elle n'a pas obtenu de bons résultats aux élections législatives, elle se concentre depuis sur l'activisme de rue, souvent en collaboration avec d'autres groupes.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance des médias sociaux comme Facebook, Twitter et YouTube. Il y a quinze millions d'utilisateurs d'Internet en Égypte, un nombre important qui a permis aux jeunes d'appeler à la révolution par le réseautage social. En outre, l'absence de structure hiérarchique chez les acteurs sociaux et jeunes encourage l'utilisation des réseaux sociaux pour améliorer la coordination et convenir d'objectifs communs.

L'utilisation de la nouvelle technologie assure aux mouvements de jeunes un certain nombre d'avantages. Les médias sociaux sont abordables et créent un « contre-domaine public » où il est possible de remettre en cause les idées et les informations provenant de l'ordre établi. De plus, ils sensibilisent les jeunes, contribuent à la création de différents courants d'activisme et constituent un centre clé d'expérience politique démocratique.

Malgré leur importance croissante, les mouvements de jeunes ont plusieurs défis importants à relever. Ils se sont unis contre le gouvernement du président Moubarak, mais ils sont incapables de s'entendre sur un programme commun pour le remplacer. Beaucoup de groupes de jeunes rejettent aussi la relation croissante entre les Frères musulmans et l'armée, en partie parce qu'ils craignent que cela ne mène à leur propre marginalisation.

Les acteurs existants dont le statut change et prend de l'importance : l'islam politique

La montée de l'islam politique est un des plus importants changements survenus depuis le début des révoltes arabes. Selon un conférencier, au cours des cinq prochaines années, les principaux mouvements islamistes traditionnels vont acquérir une influence considérable dans des États pivots du Moyen-Orient, dont l'Égypte, la Libye et le Maroc. Pour nous aider à comprendre leur nouvelle position, le conférencier a fait un exposé en cinq points.

Premièrement, les faits tendent à démontrer de plus en plus que **la composition sociale des partis islamistes change** pour se rapprocher des éléments pragmatiques et s'éloigner des factions plus conservatrices. Il s'agit dans ce cas d'un changement de génération, parce que les technocrates et les professionnels plus jeunes qui jouent un rôle de plus en plus influent sont habituellement plus ouverts et réformistes. Bien que les factions ultraconservatrices exercent toujours une influence considérable au sein des mouvements islamistes traditionnels, elles sont de plus en plus minoritaires. D'ici cinq ans, les technocrates modernes qui s'intéressent à diverses formes de pluralisme devraient acquérir encore plus d'influence et occuper davantage de postes de dirigeants au sein de leurs mouvements.

Deuxièmement, **il faut éviter de généraliser lorsqu'on parle des opinions sur le monde des mouvements islamistes**. Cela dit, il se pourrait que la plupart des islamistes du courant dominant commencent à accepter les règles de la vie politique et l'idée de la citoyenneté. Ils acceptent que la scène politique soit définie par la volonté du peuple et non l'autorité de Dieu. Ce changement est un fait nouveau important : les principaux mouvements islamistes qui s'engagent pleinement dans le processus politique aujourd'hui considéraient la participation démocratique comme un péché dans les années 1970 et 1980. Cette évolution montre bien l'effet de l'engagement politique sur les particuliers et les groupes : de nos jours, les islamistes essaient de recruter des partisans, de plaire

à certains types d'électeurs et de transmettre un message de modération et de pluralisme.

Ces islamistes font très clairement savoir qu'ils ne seront pas imprudents et qu'ils ne prendront pas de décisions unilatérales qui ne respecteraient pas le consensus sociétal. Ils savent aussi qu'ils ont obtenu des majorités aux élections non pas parce qu'ils veulent instaurer des imamats, mais parce qu'ils sont considérés comme plus pragmatiques que les libéraux, souvent perçus comme élitistes, et parce que le peuple veut se débarrasser de l'ordre autoritariste et corrompu existant. Ils se rendent aussi de plus en plus compte qu'ils doivent composer avec un système de freins et de contrepoids.

Cette situation est radicalement différente de celle qui existait en Iran à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il serait donc inopportun d'analyser l'évolution actuelle à l'aune de l'Iran. Les nouveaux islamistes d'aujourd'hui sont de plus en plus conscients des divers types d'électeurs et des intérêts variés de leurs propres sociétés et ils cherchent à consolider et à élargir leurs bases sociales. Dans un proche avenir, nous serons certainement témoins d'intenses bagarres sur la nature des nouvelles constitutions, mais ces luttes témoigneront d'un sentiment de pluralisme dans les sociétés arabes auquel la plupart des mouvements islamistes traditionnels commencent à adhérer.

Troisièmement, le conférencier a indiqué que **les attitudes des islamistes à l'égard de l'Occident ne changeront pas du jour au lendemain** et resteront donc négatives. Il faudra des années avant que soit surmontée l'amertume dont est empreinte l'histoire entre les puissances occidentales et les sociétés arabes. Néanmoins, les perceptions évoluent. Même les Frères musulmans syriens ont indirectement demandé à l'Occident d'intervenir en Syrie et de destituer le gouvernement du président al-Assad. Un tel appel aurait été sacrilège en 2010 encore. En même temps, bien qu'ils leur reprochent de ne pas intervenir en Syrie, les Frères musulmans syriens continuent de demander aux États-Unis d'adopter une approche équilibrée face au conflit israélo-palestinien et de favoriser les aspirations du peuple arabe plutôt que les intérêts des autocrates arabes.

Le conflit palestinien restera probablement un sujet délicat et le défi le plus difficile à relever pour que les relations entre les deux parties s'améliorent. Le conflit polarisera les musulmans et les Occidentaux tant qu'un État palestinien n'aura pas été créé, parce qu'il est lié à une question fondamentale d'identité. Cependant, même sur la question d'Israël, les Frères musulmans ont dit qu'ils respecteraient l'esprit des accords de Camp David (le traité de paix entre l'Égypte et Israël)

tant qu'Israël le ferait aussi. Ils insistent sur le fait qu'ils ne prendront aucune décision unilatérale impulsive susceptible de créer l'instabilité dans la région. Même les dirigeants du Hamas parlent maintenant ouvertement de manifestations populaires plutôt que de soulèvements armés, peut-être parce que les Frères en Égypte ont fait comprendre à leurs homologues du Hamas qu'ils doivent se comporter différemment.

Quatrièmement, **les mouvements islamistes qui montent n'ont pas de programme économique uniforme**. Effectivement, un de leurs principaux échecs jusqu'ici a été leur incapacité d'élaborer un plan socio-économique qui va au-delà du principe selon lequel « l'islam est bon pour les affaires ». Les islamistes parlent beaucoup de justice sociale, mais ils font partie de la classe ouvrière et de la bourgeoisie en fin de compte. Beaucoup sont des gens d'affaires prospères, plus à l'aise avec un modèle économique libéral qu'avec un modèle collectiviste. Un changement économique majeur est donc peu probable.

Enfin, bien qu'ils aient fait beaucoup de chemin au cours des dernières décennies, **les islamistes ne sont pas totalement acquis à la cause démocrate**. Leur discours et leurs projets restent empreints d'expressions rigides d'une idéologie dont ils ne veulent pas ou ne peuvent pas se défaire (par exemple, la censure, l'interprétation répressive de la liberté d'expression et les droits de la femme).

L'avenir des islamistes sera certainement en dents de scie selon qu'ils se montreront ou non à la hauteur de leurs promesses. On peut toutefois s'attendre à ce qu'ils évitent de prendre des décisions imprudentes qui leur coûteraient des gains politiques au pays parce qu'ils apprennent à faire passer leurs intérêts avant leur idéologie. Autrement dit, ils se révèlent plus motivés par leurs intérêts que par leur idéologie.

La montée des partis islamistes dans tout le Moyen-Orient permettra aussi aux observateurs de tester certaines théories avancées par les politicologues au sujet des mouvements sociaux religieux et de leur capacité et leur désir de devenir des mouvements politiques légitimes. À l'heure actuelle, les spécialistes des sciences humaines et des sciences sociales conviennent généralement que les mouvements idéologiques ou religieux sont des entités rigides qui sont pratiquement incapables de se transformer en mouvements pragmatiques voués au pluralisme. Cela pourrait changer.

Un conférencier a réfuté trois arguments que les sociologues et les politicologues invoquent fréquemment à l'appui de cette affirmation. Premièrement, l'étude des cas de l'Iran, du Soudan et de l'Arabie

saoudite montre bien que, lorsque des mouvements islamistes prennent le pouvoir, ils essaient d'exporter leur révolution et ne peuvent pas se transformer en partis motivés par leurs intérêts. Deuxièmement, les spécialistes étudient habituellement le discours et les manifestes des mouvements absolutistes et extrémistes qui ne souscrivent à aucune forme de pluralisme (comme l'ayatollah Khomeini en Iran et de grands idéologues comme Hassan Al-Banna et Saïd Qutb). Troisièmement, en se fondant sur le mythe selon lequel la plupart des extrémistes et des terroristes sont des ramifications des Frères musulmans, les spécialistes ont tendance à établir un lien direct entre les Frères et divers mouvements jihadistes locaux et internationaux.

La révolution iranienne est un important exemple du comportement que les islamistes peuvent adopter une fois au pouvoir. Après avoir pris le pouvoir, l'ayatollah Khomeini a anéanti les groupes sociaux concurrents et cherché à exporter la révolution islamique vers d'autres pays. Par contre, en Turquie et dans tout le monde arabe, la plupart des islamistes ont renoncé à la violence et travaillent fort depuis plus de 40 ans pour participer au processus politique afin d'obtenir un statut juridique, même s'ils ont été persécutés dans presque tous les pays de la région.

La révolution iranienne ne fournit donc pas une comparaison utile pour comprendre le « moment islamiste » actuel. Dans le monde arabe et en Turquie, les mouvements islamistes se concentrent depuis les années 1960 sur l'élargissement de leur base sociale et l'établissement de vastes réseaux de sécurité sociale dans lesquels ils intègrent des rouages politiques pour survivre aux dures tactiques que les régimes laïques utilisent contre eux. Depuis les années 1970, leurs priorités sont d'abord d'assurer leur survie, puis de se consolider et de s'étendre, mais pas de servir des idéaux révolutionnaires.

Les manifestes et les discours excessifs de gens comme Hassan Al-Banna et Saïd Qutb et de groupes comme le Hamas et le Hezbollah constituent le deuxième argument invoqué par les sociologues contre les islamistes. Il est certain qu'il existe une série de manifestes absolutistes et rigides. Il fallait cependant s'y attendre de mouvements anticolonialistes qui sont dans l'œil du cyclone depuis leur création dans les années 1920. Beaucoup d'entre eux ont un sentiment profondément enraciné de persécution et de victimisation, une mentalité de rivalité. Depuis la fin des années 1940, l'islam politique est pris pour cible ou condamné tant par les dirigeants arabes pro-occidentaux que par l'Occident, ce qui a laissé de profondes cicatrices et un héritage amer qu'il faudra des décennies à surmonter.

Troisièmement, parce que les spécialistes ont tendance à établir un lien direct entre les Frères musulmans et les jihadistes locaux et internationaux, le discours dominant en sciences sociales ne tient pas compte de la rupture idéologique importante survenue dans le courant des années 1960. À l'époque, l'aile radicale clandestine du mouvement islamiste a presque réussi à engloutir l'aile traditionnelle. Les tendances radicales engendrées dans les prisons égyptiennes par les écrits de Qutb ont ébranlé les fondements du mouvement islamiste.

En Égypte, les Qutbistes se sont heurtés à une forte résistance des éléments traditionnels. Ces derniers se sont opposés au chemin révolutionnaire que Qutb voulait faire suivre au mouvement en soutenant qu'ils étaient prédicateurs et non juges. Les Qutbistes représentaient la menace la plus grave pour les traditionnels à la fin des années 1950 et au début des années 1960, mais ils n'ont finalement pas réussi à se répandre vraiment au sein du mouvement islamiste. Cela dit, l'exécution de Qutb à la fin des années 1960 a renforcé l'aile radicale et lui a donné de l'inspiration et des munitions idéologiques.

Compte tenu de ces rebondissements, les années 1970 ont marqué le point culminant de l'aile radicale au sein du mouvement islamiste. Les Qutbistes auraient pu réussir à l'emporter sur les traditionnels au cours de cette décennie. Ils étaient effectivement nombreux dans les universités et à l'étranger. Les radicaux, qui étaient autant contre l'ordre politique existant dans les sociétés arabes que contre les mouvements islamistes traditionnels comme les Frères musulmans, n'ont finalement pas réussi à prendre le dessus. Beaucoup d'islamistes se rappellent maintenant des années 1970 comme de l'âge d'or. Certains reconnaissent que l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate en 1981 a marqué le début du déclin de l'aile radicale.

À partir des années 1980, l'équilibre du pouvoir a changé de façon spectaculaire au détriment des jihadistes radicaux à cause de leurs tactiques violentes. Même le public musulman s'est rendu compte que le jihadisme n'offrait pas une vision constructive aux sociétés musulmanes arabes. Aujourd'hui, beaucoup pensent que les Égyptiens et les Algériens ont réussi à remporter la guerre contre les jihadistes dans les années 1990, mais cette opinion ne tient habituellement pas compte du fait que les jihadistes ont été incapables de constituer des mouvements sociaux forts. De nombreux Arabes ont choisi l'islam politique traditionnel et, si les traditionnels ont pu compter sur plus d'appuis que les radicaux depuis le début des années 1970, c'est parce qu'ils ont constitué et soutenu de vastes réseaux sociaux. Les islamistes prennent peu à peu le pouvoir aujourd'hui, mais il est encore trop tôt pour se prononcer de façon absolue sur la façon dont

ils gouverneront ou pour déterminer si la gouvernance transformera ces mouvements axés sur l'idéologie en partis politiques traditionnels motivés par leurs intérêts.

Évolution de l'équilibre du pouvoir des factions dans les structures politiques anciennes et nouvelles

Égypte. Depuis le début des révoltes, un changement important et de grande envergure s'effectue dans l'équilibre intérieur du pouvoir d'un bout à l'autre du Moyen-Orient. En Égypte, à la suite du renversement du président Moubarak, l'équilibre interne du pouvoir entre les acteurs politiques a d'abord été en faveur des forces armées, considérées par beaucoup d'Égyptiens comme les garants de la révolution. Cependant, il s'est peu à peu éloigné des militaires pour se rapprocher des islamistes, même si les forces armées exercent toujours une emprise considérable. Autrefois influente, la police est de plus en plus marginalisée.

Sous Moubarak, l'Égypte était dotée d'un système présidentiel qui comportait toutefois d'importantes réserves. Issu lui-même des forces armées, le président Moubarak a permis à l'armée d'accumuler des intérêts économiques considérables (l'équivalent de 25 % du produit national brut selon certains) et de conserver sa propre administration et sa propre force policière. Cependant, il ne pouvait pas tenir l'appui de l'armée pour acquis et devait constamment s'assurer qu'elle suivait ses instructions. Comme l'a dit un des conférenciers, c'était « un bouclier qu'il était préférable de ne pas utiliser » : lorsque le président demandait quelque chose à l'armée, il savait qu'il devait lui offrir quelque chose en échange. Toute demande d'assistance était perçue comme un aveu d'échec de la part de M. Moubarak. Il comptait donc surtout sur la police, plus faible, ne faisant habituellement appel à l'armée qu'en dernier recours.

C'est dans ce contexte que la tension est montée entre le gouvernement civil et l'armée au cours des dernières années, cette dernière estimant que le président violait peu à peu le pacte qu'il avait conclu avec elle. M. Moubarak avait déjà essayé d'affaiblir le vaste empire économique de l'armée. En 2005 et en 2007, il avait aussi modifié la constitution pour empêcher l'armée de nommer le président et pour préparer son propre fils, Gamal, à lui succéder, ce qui allait à l'encontre des désirs de l'armée. Le 28 janvier 2011, lorsque la police s'est effondrée sous la pression des manifestations massives dans les rues, l'armée a été appelée à intervenir. Elle a rapidement profité de l'occasion pour obliger M. Moubarak à démissionner.

Une fois l'administration Moubarak éliminée, l'armée s'est retrouvée au sommet de sa puissance, tandis que la police se désagrégeait. L'armée a donc assumé la responsabilité d'organiser la transition. D'après ses officiers, les Égyptiens voulaient à la fois des élections libres et des changements dans la nature des relations entre l'État et la société. L'armée a d'abord soutenu qu'elle faciliterait une transition démocratique, mais qu'il incombait aux civils de trouver comment atteindre le deuxième objectif.

Les relations de l'armée avec les islamistes se sont rapidement révélées difficiles. Au départ, les deux parties ont élaboré ensemble une feuille de route prévoyant la tenue d'élections libres, un nouveau parlement pour rédiger une nouvelle constitution, l'approbation de cette constitution par référendum et la tenue d'élections présidentielles. En juin 2011, cependant, l'armée a changé d'idée lorsqu'elle s'est aperçue que les Frères musulmans et d'autres islamistes obtiendraient une majorité démocratique et seraient donc les principaux rédacteurs de la constitution. L'armée a d'abord essayé – en vain – de rédiger sa propre constitution, puis a permis à la vieille garde de l'ancien parti au pouvoir de participer aux élections, dans l'espoir qu'elle avait les capitaux et les réseaux nécessaires pour limiter les victoires des islamistes. Pour beaucoup de personnes, ces deux tactiques ratées ont confirmé l'impression que l'armée essayait de garder le pouvoir pour elle-même.

Depuis que l'armée a pris le pouvoir en février 2011, le public voit de plus en plus la transition comme un échec à cause de l'incompétence et du manque d'expérience des militaires. Cette perception, cependant, ne fait habituellement aucun cas d'un facteur mentionné par un conférencier : « l'armée est la seule institution égyptienne qui fonctionne ». Il faut également tenir compte de l'humeur du corps des officiers, bien qu'elle soit difficile à évaluer. Tandis que les activistes non islamistes continuent d'insulter et de blâmer l'armée, de nombreux jeunes officiers sont fâchés contre les révolutionnaires parce qu'ils n'apprécient pas le soutien que l'armée leur assure. Les jeunes officiers ont donc tendance à croire que l'armée aurait dû être plus ferme dès le début.

Les gens ont de plus en plus l'impression que l'armée est faible comparativement aux islamistes parce qu'elle a dû battre en retraite à plusieurs reprises. Maintenant que les islamistes ont remporté une majorité légitime aux urnes, il est encore plus difficile pour l'armée de leur tenir tête. Elle se retrouve donc dans une position beaucoup moins avantageuse qu'elle l'était au début de 2011, même si elle exerce un contrôle sur la violence légitime en Égypte, dispose de puissants réseaux et est beaucoup plus populaire que la police.

Face au gonflement des manifestations sur la place Tahrir, la police était d'abord apparue comme le plus fiable et le plus important allié du président Moubarak. Elle était associée de près au règlement des conflits de travail, jouait un rôle déterminant dans le contrôle des autorités religieuses par l'État et s'occupait de dossiers politiques importants pour le régime. Elle était aussi devenue de plus en plus violente et corrompue, et elle se méfiait de l'armée. Elle avait été appelée petit à petit à réprimer les groupes jihadistes. À son tour, cette répression a nourri le processus de radicalisation religieuse des années 1980 et 1990. La police a finalement été perçue comme protégeant uniquement les intérêts de la famille Moubarak. Elle est maintenant défaite, s'étant désagrégée rapidement après les premières manifestations dans les rues. L'effondrement de l'ordre public en Égypte est un autre problème que ses dirigeants devront régler.

Le pouvoir est passé entre les mains d'un ennemi traditionnel, les Frères musulmans, que la police réprimait activement depuis 1948. La réforme de la police sera inévitablement un des défis les plus urgents auquel les futurs gouvernements civils au Caire seront confrontés. Il est difficile de déterminer comment les Frères voient cette question, mais nous pouvons être certains que la relation entre les islamistes et la police restera une des questions les plus controversées auxquelles l'Égypte aura à faire face pendant des années.

Bahreïn. Les soulèvements sont cycliques dans la vie politique à Bahreïn, se produisant tous les dix ans à peu près. La violence et la soudaineté des révoltes ont eu de graves répercussions sur le gouvernement bahreïni, creusant le fossé entre réformateurs et conservateurs et exacerbant les tensions sectaires entre les dirigeants sunnites et la population majoritairement chiite. Lorsqu'il est devenu de plus en plus clair que le gouvernement réussirait à réprimer les manifestations populaires, l'équilibre a changé peu à peu en faveur des radicaux, qui se sont ralliés autour du premier ministre, et contre les réformistes, qui sont dirigés par le prince héritier.

Il y a eu une nette augmentation des querelles intestines au sein de la famille royale de Bahreïn après 2006. Depuis qu'il a succédé à son père et est devenu roi en 1999, Hamad ben Issa Al-Khalifa essaie d'exercer les pleins pouvoirs. Il doit toutefois se battre constamment avec le premier ministre, son oncle, qui occupe le poste depuis 1971 et qui, avant qu'al-Khalifa monte sur le trône, était le plus puissant personnage du régime. La concurrence entre le monarque et le premier ministre est devenue plus intense encore après 2006, lorsqu'une nouvelle dynamique a vu le jour au moment où le roi, avec l'appui de son fils aux idées réformistes et d'al-Wefaq, principal parti d'opposition

chiite, a préconisé des réformes socio-économiques et une réforme du marché du travail malgré l'opposition des radicaux.

Les soulèvements de 2011 ont modifié la dynamique qui régnait depuis 2006 et ont eu deux conséquences tangibles. Premièrement, les querelles intestines royales sont plus intenses que jamais. Le prince héritier, qui était jusque-là un réformiste influent au sein de la famille royale, a été mis sur la touche malgré l'appui du gouvernement américain. Ses tentatives pour nouer un dialogue avec l'opposition au début de 2011 ont été bloquées par les conservateurs, qui ont l'appui de l'Arabie saoudite. C'est pourquoi beaucoup de membres de l'opposition croient que le sort du soulèvement a été décidé à Riyad.

De plus, l'opposition est de plus en plus divisée sur la façon de traiter avec le gouvernement. Les attentes d'al-Wefaq étaient différentes de celles d'al-Haq et d'autres groupes d'opposition plus radicaux. Al-Wefaq voulait uniquement des réformes politiques limitées, comme la nomination du premier ministre parmi les membres de l'opposition, tandis que d'autres (al-Haq et les nouveaux mouvements de jeunes) appelaient à la démocratie totale et à la création d'un système républicain.

Hamas. L'équilibre interne du pouvoir des factions a aussi évolué parmi les dirigeants du Hamas. Ces changements n'ont pas été causés directement par les révoltes arabes, mais ils sont néanmoins lourds de conséquences sur la politique régionale. Malgré six ans de souffrance et de guerre, le contrôle sur Gaza a peu à peu transformé le Hamas en une force considérable. Il a fait échouer les mesures de restriction du commerce d'Israël en se servant des tunnels clandestins vers l'Égypte pour organiser des échanges, ce qui a lentement renforcé Gaza. La consolidation de sa mainmise sur la bande a aussi renforcé la position des dirigeants qui sont établis là-bas, aux dépens de ceux qui vivent à l'extérieur, comme Khaled Mishal qui est installé à Damas. Plus précisément, l'influence que le Hamas exerce sur l'économie de Gaza a érodé la capacité de M. Mishal d'influencer le cours des événements à partir de Damas et a accéléré son déclin.

La récente tentative de réconciliation de M. Mishal avec le Fatah a été un pari qui, s'il avait été gagné, aurait pu améliorer considérablement sa position auprès des Palestiniens. Cependant, d'autres parmi les dirigeants du Hamas ont regimbé à cette idée. Le débat semblait être de nature idéologique, mais il était dans une large mesure orienté par la lutte de pouvoir en cours au sein du mouvement. Face à une opposition grandissante, et pour éviter l'humiliation, M. Mishal a annoncé au début de 2012 qu'il se retirerait. Il est toutefois trop tôt

pour le juger fini. Certains dans le monde arabe demeurent bien disposés à son égard et il pourrait avoir l'ambition de remplacer Mahmoud Abbas à titre de chef de l'Autorité palestinienne. Dans l'intervalle, Ismaïl Haniyeh, chef du Hamas établi à Gaza, semble se préparer à remplacer officiellement M. Mishal.

Évolution du contexte de la menace

Insécurité dans les États postrévolutionnaires : la Libye, l'Égypte et les voisins africains

La transition post-Kadhafi en Libye a engendré un certain nombre de menaces et de difficultés, sur les plans tant de la sécurité à court terme que de la démocratisation et de l'édification de l'État à long terme. La question de la sécurité est particulièrement difficile en Libye, où la révolution a été beaucoup plus sanglante qu'en Égypte ou en Tunisie et où une absence préalable d'institutions compliquera le projet de construction politique. Le Conseil national de transition (CNT), gouvernement provisoire, n'a pas encore réussi à rétablir la sécurité dans tout le pays. Il doit intégrer les diverses milices rebelles dans les institutions de l'État et trouver comment il s'occupera des nombreux criminels qui se sont évadés de prison pendant la révolution. Une des priorités du futur gouvernement de la Libye devra donc être de renforcer les services de sécurité, en particulier la police et les forces armées.

L'édification de l'État libyen posera de multiples problèmes, en particulier la réconciliation nationale et le renforcement des institutions. Un projet de loi sur la justice transitionnelle a été soumis au CNT, mais n'a pas progressé depuis, tandis que les efforts pour favoriser la réconciliation ont été timides, au mieux. Le système judiciaire est dysfonctionnel, avec par exemple plus de 7 000 personnes détenues sans que le processus régulier d'application de la loi ait été respecté. Le CNT est généralement faible et inefficace : selon un conférencier, il souscrit du bout des lèvres à la démocratisation, au mieux.

L'instabilité en Libye continuera d'avoir de multiples conséquences pour la sécurité de la région. Le risque le plus sérieux pendant la transition post-Kadhafi tient au fait que diverses armes de l'armée libyenne ou des nombreuses milices du pays tombent entre de mauvaises mains. Plusieurs représentants officiels des États-Unis, des Nations Unies et de l'Égypte soutiennent que des armes libyennes, y compris des missiles sol-air (MSA), sont rendues dans d'autres pays et que la filiale nord-africaine d'al-Qaïda, al-Qaïda au

Maghreb islamique (AQMI), a réussi à mettre la main sur certaines d'entre elles. Des rapports en provenance de l'Algérie donnent à penser que l'ampleur de la contrebande d'armes à partir de la Libye est sans précédent et que les prix ont donc considérablement chuté.

La sortie de MSA de la Libye représente le plus important risque de prolifération. Depuis 1975, 40 aéronefs civils ont été abattus au moyen de telles armes. Al-Qaïda a déjà essayé d'en utiliser un pour abattre un avion de ligne civil. Il y avait quelque 20 000 MSA en Libye avant la révolution; de ce nombre, 14 000 ont été détruits, ce qui signifie qu'il en reste peut-être 6 000 dont on a perdu la trace. Pour atténuer la menace, a dit un des conférenciers, les États-Unis ont des spécialistes sur le terrain qui cherchent les MSA manquants.

La Libye possèderait aussi quelque 2 000 tonnes de *yellow cake*, c'est-à-dire de minerai d'uranium traité pas encore enrichi. Elle a entreposé de grandes quantités de gaz moutarde dans des sites où la sécurité est souvent peu rigoureuse. Cependant, la prolifération de *yellow cake* et de gaz moutarde suscite moins de préoccupations que celle d'autres types d'armes, parce qu'il faut disposer de matériel sophistiqué pour pouvoir utiliser ces deux substances.

L'instabilité libyenne a aussi des répercussions sur l'Égypte. En effet, des réseaux de contrebande ont profité de la situation pour envoyer des armes dans la bande de Gaza en passant par l'Égypte et la péninsule du Sinaï. Il est facile de se procurer à bas prix des MSA et des mitrailleuses en provenance de la Lybie. Comme certaines organisations palestiniennes ont déjà pris pour cible des avions civils en provenance et à destination d'Israël, cette situation pourrait être inquiétante.

Les éventuelles menaces pour la sécurité sont nombreuses dans la région. Autrefois partie relativement stable de l'Égypte, la péninsule du Sinaï commence elle aussi à devenir plus instable en raison des relations tendues entre certains Bédouins locaux et le pouvoir central au Caire. À cause de demandes d'autonomie locale et de la détérioration des relations entre l'Égypte et Israël, certains spécialistes craignent que le Sinaï ne devienne un « nouveau Waziristan », livré à l'anarchie et ouvert à une série de terroristes internationaux. Malgré ces craintes, la coopération régionale en matière de sécurité semble vouloir s'améliorer. Ainsi, les chefs d'état-major de plusieurs pays du Sahel et de l'Afrique du Nord, dont le Mali, la Mauritanie et l'Algérie, se sont réunis récemment pour constituer une force d'opposition à AQMI. Cependant, seul le temps nous dira jusqu'à quel point cette force pourra être efficace.

Al-Qaïda

Les groupes régionaux affiliés à al-Qaïda représenteraient maintenant une menace beaucoup plus sérieuse que le noyau de la nébuleuse elle-même. Al-Qaïda a été fondée en 1988, mais elle n'a commis son premier attentat qu'en 1998. Par comparaison, sa filiale yéménite, al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), a été créée en janvier 2009 et avait déjà presque réussi à abattre un vol de Northwest Airlines qui atterrissait à Detroit en décembre de la même année.

Selon un conférencier, cette situation montre bien que les groupes terroristes deviennent plus menaçants et s'internationalisent plus rapidement qu'avant. Certains craignent qu'AQPA ne profite de l'instabilité croissante au Yémen pour supplanter le « noyau d'al-Qaïda » en Asie du Sud. AQPA a rapidement prouvé sa remarquable résilience, son sens de l'innovation et son audace dans une série de tentatives d'attentats depuis 2009. Certains commentateurs redoutent la créativité étonnante d'al-Qaïda, par exemple, l'utilisation possible par AQPA d'engins explosifs implantés chirurgicalement pour perpétrer des attentats suicide.

Malgré des pertes importantes, dont la mort d'Oussama Ben Laden n'est pas la moindre, le noyau d'al-Qaïda reste fort, contrairement à l'opinion répandue. La nébuleuse est également forte en périphérie, par exemple, en Irak, au Yémen, en Afrique et même en Syrie, où un conférencier a indiqué qu'elle commence déjà à profiter de l'instabilité politique. Il y a aussi lieu de craindre que le message d'al-Qaïda trouve un nouveau public si les jeunes privés de droits s'impatientent ou sont déçus par les premiers résultats de la démocratie populaire.

Nouvelle donne géopolitique

Modification du jeu des puissances régionales

Les révoltes arabes ont déjà créé un nouvel ordre géopolitique au Moyen-Orient. Le rétablissement graduel de l'Égypte dans son rôle normal de leader de la région a été une des plus importantes des nombreuses conséquences géopolitiques des événements de 2011. De leur côté, l'Arabie saoudite et les autres États du CCG font quelque chose de très inhabituel pour eux : « ils commencent à se comporter en véritables États », a dit un conférencier. Pour eux, ce fut une occasion d'acquérir de la maturité.

Israël est déconcerté : il ne sait pas comment réagir maintenant qu'il n'est plus la seule démocratie dans la région et qu'il se retrouve presque encerclé par diverses expressions de l'islam politique. Enfin, les puissances extérieures n'ont pas été des acteurs essentiels dans l'éveil du monde arabe. Les États-Unis demeurent déroutés par le nouvel ordre, tandis que les Européens sont visiblement absents et que la Russie cherche de nouveaux points d'entrée dans la région.

L'Iran a essuyé une série de revers

On dit souvent que l'Iran a été avantagé par les événements survenus dans la région après 2003. L'élimination de deux de ses rivaux traditionnels, les Talibans en Afghanistan et le régime de Saddam Hussein en Irak, a fait disparaître deux freins à l'expansion du pouvoir iranien. Une série d'autres facteurs, comme les prix élevés du pétrole, les succès d'alliés comme le Hezbollah au Liban et le Hamas dans les Territoires palestiniens et le déclin du processus de paix, ont aussi convergé pour améliorer la position de l'Iran dans la région.

Depuis le début de 2011, cependant, la consolidation des tendances existantes a compromis la position de Téhéran et l'émergence de nouvelles pressions a entraîné un revers de fortune. Une série de coups ont été portés à la puissance douce de l'Iran, élément déterminant de sa puissance globale. Son message de résistance par la violence à l'ordre régional et son modèle de république islamique ont été éclipsés par les soulèvements populaires dans les pays voisins et leur discours de changement pacifique ainsi que par le mélange d'islam et de démocratie de plus en plus réussi de la Turquie.

En outre, Téhéran est de plus en plus isolé diplomatiquement et économiquement. Sa capacité d'influencer le cours des événements au Moyen-Orient est minime et dans de nombreux cas inexistante. Il n'a pas été en mesure d'acquérir une influence sur les partis islamistes qui montent dans la région, comme les Frères musulmans en Égypte ou, ce qui est encore plus frustrant, sur les divers mouvements d'opposition chiites à Bahreïn.

Qatar : émergence d'un nouveau centre de pouvoir dans la région

L'émergence du Qatar à titre de joueur influent est un des événements récents intéressants dans la région. L'éveil du monde arabe semble avoir accéléré cette tendance en laissant plus de place à la diplomatie proactive de cette petite monarchie riche en pétrole. Selon un conférencier, « le Qatar a pris les bonnes décisions »

jusqu'ici, mais nul ne sait s'il pourra continuer de compter sur sa bonne étoile.

La diplomatie qatarie a beaucoup profité des colossales ressources d'hydrocarbures du pays, qui ont assuré au gouvernement d'énormes actifs financiers. Pour comprendre le succès de Doha, il faut comprendre la différence entre les facteurs qui influent sur l'actuel boom pétrolier et gazier et ceux des années 1970. À l'époque, les États du CCG passaient par des institutions financières occidentales pour recycler leurs importants revenus, au détriment du développement intérieur et régional.

Aujourd'hui, ils investissent le gros de leurs fonds au pays et dans la région, principalement dans l'infrastructure et l'industrie financière, ce qui a entraîné des arrivées massives d'investissements étrangers (panrégionaux) directs. Les États du CCG investissent aussi dans des programmes de développement humain, par exemple, ils créent leurs propres universités et attirent des écoles internationales qui établissent des campus locaux. Il n'y avait qu'une seule université dans les États du CCG dans les années 1950; il y en avait trois dans les années 1960, 40 dans les années 1990 et 120 en 2011. Les États du Golfe ont aussi investi dans le Levant et l'Afrique du Nord. Par exemple, 50 % et 75 % des marchés boursiers égyptien et jordanien respectivement seraient la propriété de ressortissants d'États du CCG.

Trois avantages comparatifs distinguent le Qatar des autres pays du CCG. Le premier est sa remarquable cohésion sociale. La situation des chiites est généralement positive. De 20 % à 30 % des Qataris seraient chiites et ils sont bien intégrés dans les structures économique, politique et sociale. Deuxièmement, le Qatar a la chance d'avoir des dirigeants déterminés et visionnaires. Le régime est pratiquement non idéologique et est animé par sa vision singulière de faire connaître le pays partout dans le monde et de se faire prendre au sérieux par les puissances mondiales. Cela contraste nettement avec la situation au Koweït, par exemple, dont les instances dirigeantes sont fragmentées.

Troisièmement, les Qataris sont aussi remarquablement apathiques sur le plan politique, en grande partie à cause de la robuste économie rentière que le Qatar s'est donnée. Le filet de sécurité sociale est vaste, et la population est prise en charge du berceau jusqu'à la tombe. Cela a entraîné la création d'une énorme richesse par habitant, le salaire moyen étant de 92 000 $US ou de 345 000 $US si les citoyens non qataris sont retirés de l'équation.

Trois facteurs essentiels permettent au Qatar de « jouer dans la cour des grands » sur la scène diplomatique. D'abord et avant tout, les réserves financières du pays. L'Autorité d'investissement du Qatar, qui gère les fonds souverains du pays, applique une stratégie d'investissement active et mondiale. Selon certaines estimations, si le Qatar maintient son rythme d'investissement actuel et n'obtient qu'un rendement de 5 % sur ses investissements, il continuera de gagner 77 milliards de dollars américains par année (ce qui exclut les revenus qu'il tire du gaz naturel liquéfié, dont il est le plus grand producteur au monde).

Depuis toujours, de nombreux petits pays appliquent une politique étrangère qualifiée de suivisme, c'est-à-dire qu'ils apaisent, ou « suivent », la puissance régionale dominante. C'est l'attitude de Bahreïn à l'égard de l'Arabie saoudite. Le Qatar a plutôt opté pour une stratégie de couverture, c'est-à-dire qu'il garde les voies de communication ouvertes avec tout le monde. Il accueille la plus grande base américaine avancée dans le golfe Persique, mais entretient également des relations chaleureuses avec l'Iran. En règle générale, le Qatar cherche à avoir de bons rapports avec une multitude d'acteurs, y compris ceux avec lesquels il n'est pas toujours d'accord.

Enfin, le Qatar a lancé une campagne dynamique de promotion de son image de marque, en appliquant trois méthodes surtout pour projeter une image tout à fait particulière de lui-même partout dans le monde. La plus visible est Al-Jazira, diffuseur international qui a favorisé la montée du Qatar depuis 1996. Le Qatar cherche aussi à se présenter comme médiateur en cas de conflit. Bien que ses tentatives pour résoudre des conflits n'aient pas eu beaucoup de réel succès (sauf au Liban et au Soudan), ce qui compte c'est qu'il a réussi à avoir l'air d'un intermédiaire régional. Enfin, le Qatar a favorisé un certain nombre de projets promotionnels, comme Qatar Airways ou son Musée de l'art islamique de calibre international, en plus de voir sa candidature retenue pour être l'hôte de la Coupe mondiale de football (soccer) en 2022.

Malgré ses récents succès, le pays devra probablement se débattre avec un certain nombre de difficultés et de problèmes éventuels dans un proche avenir. Le premier est d'être trop ambitieux, ce qui pourrait déjà être un problème étant donné la politique du Qatar en Libye. Le Qatar a participé très activement à l'intervention de la communauté internationale dans ce pays depuis le début de 2011, mais son rôle soulève des questions sur sa capacité de faire face aux conséquences des événements dans la Libye d'après-Kadhafi. Des questions semblables pourraient aussi se poser en Syrie. Le modèle qatari, en

fin de compte, est centré sur une seule personne : « il suffirait d'une crise cardiaque pour changer l'équation », a dit un conférencier. L'émir qatari est avisé, mais il a des problèmes de santé. De plus, le processus décisionnel au Qatar a été intuitif dans une large mesure jusqu'ici, un modèle qui ne peut pas être maintenu indéfiniment.

La continuité au milieu des bouleversements

La résilience de l'ancien ordre

De nombreux conférenciers ont mentionné que les acteurs de premier plan qui dominaient l'ancien ordre politique luttent ferme depuis le début de 2011 pour garder leur place et maintenir le statu quo. Ils ne se laissent pas abattre : ils ne veulent pas renoncer à leurs privilèges et tiennent à défendre les vieilles structures dans lesquelles ils ont toujours d'importants intérêts politiques et économiques.

Ces acteurs de premier plan peuvent être subdivisés en trois catégories. Dans la première, il y a ceux qui, comme l'Arabie saoudite, se présentent activement comme les principaux défenseurs du statu quo. La deuxième regroupe ceux qui connaissent ou ont connu la violence de la révolution, comme la Syrie, le Yémen et la Tunisie, de puissants acteurs qui dominaient l'ancien ordre politique et qui se battent farouchement pour protéger leurs intérêts acquis. Enfin, la troisième catégorie comprend les pays qui n'ont pas été balayés par des manifestations qu'il peut être intéressant d'étudier afin de comprendre à quels facteurs attribuer leur stabilité constante.

Arabie saoudite. Après avoir eu une réaction confuse au départ, au moment où les manifestations prenaient de l'ampleur et s'étendaient à tout le Moyen-Orient, l'Arabie saoudite s'est révélée être la principale puissance conservatrice dans la région. À Bahreïn, par exemple, Riyad a énergiquement cherché à défendre le gouvernement actuel dirigé par les sunnites.

Un conférencier a proposé un cadre analytique pour comprendre la politique étrangère et la politique intérieure de l'Arabie saoudite. Du point de vue de la politique étrangère, l'Arabie saoudite se considère comme le leader des mondes musulman, arabe et énergétique. Si les étrangers associent souvent le royaume au pétrole, ses dirigeants considèrent l'islam et la garde des deux lieux les plus saints de l'islam (la Mecque et Médine) comme les aspects les plus fondamentaux

de l'identité saoudienne. L'importance de son rôle de leader dans le monde arabe est aussi cruciale. Ce rôle incombait traditionnellement à l'Égypte, mais ses vastes ressources ont permis à l'Arabie saoudite de l'assumer. Sur le plan énergétique, l'Arabie saoudite possède les plus grandes réserves pétrolières au monde (à peu près 24 % des réserves totales) et est le plus grand exportateur de pétrole au monde.

La politique intérieure saoudienne peut être représentée sous la forme d'un triangle : la famille royale est au sommet, un des coins inférieurs représente la classe des technocrates et des gens d'affaires, et l'autre coin inférieur, les autorités religieuses conservatrices. La famille royale a besoin des deux autres pour maintenir son autorité, mais technocrates et religieux n'acceptent pas l'influence l'un de l'autre. Ce triangle est donc dans un état de tension constante. Si les autorités religieuses obtiennent un quelconque avantage, il faut s'attendre à ce que la classe des technocrates et des gens d'affaires réagisse, et vice versa.

La première réaction de l'Arabie saoudite à l'éveil du monde arabe s'est révélée maladroite et déroutante. Elle était abasourdie de voir l'humeur changer aussi rapidement dans la région et les présidents tunisien et égyptien renversés à quelques semaines l'un de l'autre. Riyad a aussi été consterné par le soudain revirement de Washington à l'égard du président Moubarak, à qui les États-Unis ont retiré leur appui. Les autorités saoudiennes ont été particulièrement irritées parce que, lorsque leur rival traditionnel, l'Iran, avait connu ses propres manifestations massives au lendemain des élections présidentielles controversées de 2009, les États-Unis avaient refusé d'intervenir.

L'Arabie saoudite croit qu'il ne serait pas dans son intérêt que l'ordre politique régional change et cherche donc à limiter de plus amples modifications révolutionnaires. Elle était très inquiète que l'agitation à Bahreïn s'étende à sa province orientale à majorité chiite. Riyad, qui exerce une influence politique et économique considérable sur son minuscule voisin, est donc intervenu pour isoler la faction réformiste de la famille royale de Bahreïn et pour soutenir le camp conservateur, en particulier le premier ministre, le chef de l'armée et le frère de ce dernier, ministre de la cour royale.

Yémen. Les conséquences de l'éveil du monde arabe au Yémen montrent à quel point les acteurs qui dominaient l'ancien ordre politique ont du ressort et soutiennent activement un retour au statu quo. Pour comprendre les événements récents au Yémen, il faut

tenir compte de quelques faits historiques qui, réunis, expliquent la détérioration considérable des situations politique et économique avant même que les révoltes arabes s'étendent au pays.

L'histoire du Yémen est ternie par la séparation du Nord et du Sud du pays de 1967 à 1990. Le régime libéral républicain du Yémen du Nord était aligné sur l'Occident, tandis que le Yémen du Sud était la seule république marxiste du monde arabe. L'unification en 1990 a mené à l'établissement du pluripartisme et à des élections relativement libres. Ali Abdallah Saleh, qui était président du Yémen du Nord depuis 1978, a été nommé président du Yémen unifié et a continué de diriger le pays jusqu'en 2011. En 1994, une guerre entre unionistes du Nord et sécessionnistes du Sud a été remportée par les premiers. Ce conflit ayant temporairement détruit le Parti socialiste yéménite, dominant dans le Sud, beaucoup ont estimé que la séparation d'avec le Nord n'était plus une option viable. Les idées séparatistes resurgissent cependant dans le Sud depuis 2007.

Délicatement maintenu par le président Saleh, l'équilibre politique du Yémen depuis 1990 était caractérisé par l'absorption dans le système politique de la plupart des acteurs du pays, y compris les membres des tribus et les islamistes. Ce système pluraliste est mis à l'épreuve depuis quelques années, les ressources étant de plus en plus monopolisées par M. Saleh et les membres de son clan, et la répression des factions d'opposition et des journalistes indépendants se faisant plus féroce. De plus, au cours de la première décennie du XXIe siècle, trois conflits localisés impliquant le gouvernement ont pris de l'ampleur : dans le Sud avec les sécessionnistes, dans le Nord avec les houthistes, qui défendent le chiisme zaïdite (minoritaire dans le pays, mais majoritaire dans la région montagneuse du Nord), et dans tout le Yémen contre les islamistes liés à al-Qaïda.

Lorsque les révoltes arabes ont atteint le Yémen en 2011, les politiciens du pays subissaient donc déjà de fortes pressions. Les principaux partis d'opposition s'étaient réunis en 2003 pour former une coalition, la Rencontre commune, regroupant le Parti socialiste yéménite principalement laïque, le parti islamiste, Al-Islah, dont la base se trouve dans le Nord (constitué principalement de membres des Frères musulmans, d'hommes d'affaires et de membres de tribus) et une série de plus petits partis.

Le soulèvement au Yémen a commencé lentement, et la Rencontre commune a d'abord semblé réticente à prendre position contre le président. Quelques manifestations sporadiques ont été tenues, mais

la plupart des leaders du mouvement étaient généralement favorables à un dialogue avec le régime. Un mouvement plus important a lentement vu le jour en février 2011, constitué principalement d'étudiants qui venaient d'obtenir leur diplôme dans les villes. Le point tournant pour l'opposition est survenu le 18 mars, lorsque des tireurs d'élite du régime ont tué par balle plus de 50 manifestants, déclenchant une vague de défections parmi les alliés de M. Saleh au sein de l'armée et de la bureaucratie. La plus importante de ces défections était celle d'Ali Mohsen, haut-gradé central et controversé de l'armée. Sa défection a changé la relation entre le régime et les manifestants parce qu'il était auparavant l'allié le plus digne de confiance de M. Saleh dans les forces armées. En même temps, le rôle joué par M. Mohsen dans la répression antérieure de la dissidence a rendu les jeunes révolutionnaires inquiets et méfiants.

Cela a mené à une tentative de médiation de l'Arabie saoudite et des autres membres du CCG. Le marché proposé prévoyait une transition pacifique, M. Saleh devant se désister en échange de l'immunité. Le président a accepté l'offre à trois reprises, mais a fini par changer d'avis à chaque fois. La tension a continué de monter pendant tout le printemps, les combats dans les rues s'intensifiant entre, d'un côté, les unités militaires et les milices tribales favorables au régime et, de l'autre côté, les unités de l'armée et les tribus alliées à l'opposition.

La tension a atteint un sommet au début de juin 2011, lorsqu'une explosion à l'intérieur de la mosquée présidentielle a gravement blessé le président et blessé ou tué bon nombre de ses proches conseillers. M. Saleh est allé se faire soigner en Arabie saoudite et n'est rentré qu'en septembre. Le président a signé l'accord du CCG en novembre, mais il « tire toujours beaucoup de ficelles dans le pays ». Le pouvoir a été symboliquement confié au vice-président du Yémen jusqu'aux élections, qui ont été tenues en février 2012.

Deux tendances importantes ont marqué la vie politique du Yémen en 2011 : la montée de nouveaux acteurs politiques et le ressort et les pratiques des acteurs traditionnels. Parmi les nouveaux acteurs, les jeunes révolutionnaires, extrêmement politisés et méfiants à l'égard des partis traditionnels, ont joué un rôle central. Leur leadership est fragmenté, mais exprime bon nombre des aspirations de la population.

Trois processus contre-révolutionnaires peuvent être observés simultanément. Le parti Al-Islah joue maintenant un rôle clé dans la structuration des manifestations dans les rues grâce à sa capacité de mobilisation. Des éléments de l'armée se sont rangés du côté des jeunes révolutionnaires, ce qui a contribué à instaurer un « équilibre de la terreur », les manifestants et le régime étant armés tous les

deux. Enfin, le gouvernement a été en mesure de garder l'attention de la communauté internationale axée sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Malgré la perte de légitimité de M. Saleh, la communauté internationale a continué de collaborer avec son régime.

Syrie. L'ancien ordre politique en Syrie a défendu obstinément le statu quo face aux manifestations massives dans les rues, ce qui a donné lieu à un des chapitres les plus violents du printemps arabe. La révolte a éclaté en mars, provoquée par les événements survenus à Daraa, petite ville du Sud-Ouest, où des enfants d'école avaient griffonné des graffitis appelant au renversement du gouvernement. La réaction de ce dernier a été d'arrêter et de torturer les enfants, âgés de 10 à 15 ans. Une vague de manifestations et une violente répression ont suivi, chaque nouvelle vague de manifestations réunissant un plus grand nombre de personnes et se propageant à de nouveaux secteurs du pays, et la réaction du régime se faisant chaque fois plus violente. Plus de 6 000 personnes ont été tuées, et des milliers ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

La révolution syrienne a peu à peu abouti à une impasse. D'un côté, le peuple syrien est incapable de forcer le président, Bachar al-Assad, à se retirer. L'opposition s'organise, avec l'aide d'un nombre croissant de militaires qui ont fait défection. De l'autre côté, M. Assad, qui refuse tout compromis, est incapable d'empêcher le mouvement de protestation de croître, malgré les mesures de répression rigoureuses prises par ses troupes. Il peut compter sur l'appui de la Russie qui, d'après les médias, assure un soutien matériel à la Syrie, comme des armes. Sur le plan diplomatique, Moscou a aussi défendu Damas au Conseil de sécurité de l'ONU.

Jordanie. L'ancien ordre se révèle résistant en Jordanie, bien qu'il soit mis à l'épreuve. Depuis toujours, le défi de la monarchie est de parvenir à un équilibre entre les deux principaux segments de la société jordanienne, les Palestiniens et les Jordaniens de souche, ou Transjordaniens. Le fragile équilibre des intérêts devient de plus en plus difficile à maintenir à mesure que les manifestations se propagent dans le pays, même si elles restent petites et contenues. Les deux côtés veulent un changement, mais ils ne s'entendent ni sur les moyens ni sur les fins : les Transjordaniens veulent un renforcement de l'autonomie, tandis que les Jordano-Palestiniens veulent le suffrage universel.

Abdullah II est généralement considéré comme un roi faible et inefficace, surtout comparé à son père, Hussein. Il a répondu aux demandes de changement en promettant des réformes, mais il

n'a pas pris de mesures concrètes pour tenir ses promesses. Sa mainmise sur le pouvoir semble incertaine par moments et il change fréquemment son personnel : il a notamment eu trois premiers ministres en un an. En octobre 2011, il a remplacé un Transjordanien par un ancien juge de la Cour pénale internationale, qui serait favorable aux réformes.

Le roi est de plus en butte aux attaques des électeurs des deux camps. Les Transjordaniens l'accusent de faire passer peu à peu ses appuis politiques des forces de sécurité (dominées par les Transjordaniens) au milieu des affaires (où les Jordano-Palestiniens prédominent). Pour la première fois, les Transjordaniens critiquent ouvertement le souverain et contestent la légitimité du régime des Hachémites. Abdullah II est en outre accusé de favoriser les Jordano-Palestiniens parce que sa femme est Palestinienne. Par contre, l'appareil de sécurité et de renseignement répressif est la principale cible de la colère des Jordano-Palestiniens, qui l'accusent d'essayer de « voler » l'éveil du monde arabe.

Bref, la Jordanie n'a pas été balayée par les révoltes arabes, mais elle demeure dans un état de haute tension dans lequel il pourrait bien y avoir davantage d'agitation. L'impression générale dans le pays est que le contrat social entre Transjordaniens et Jordano-Palestiniens, c'est-à-dire le « ciment » qui permettait au pays de rester uni depuis des décennies, n'est plus viable. Le régime sera incapable de tenir le peuple à distance indéfiniment avec des subventions et des emplois, parce que ce faisant le roi ne fera qu'élargir une bureaucratie déjà hypertrophiée et exacerber la crise financière que traverse le pays.

Tunisie. C'est peut-être en Tunisie que la rupture avec l'ancien ordre politique a été la plus nette et la plus définitive. Pourtant, même là, des éléments de l'ancien régime demeurent en place. Plus particulièrement, l'appareil de sécurité de l'ancien président Ben Ali est presque inchangé. Le nouveau régime a décidé en mars 2011 de dissoudre la police, mais beaucoup d'anciens policiers ont simplement été recyclés dans le système. La torture a encore cours. Pour aggraver la situation, les problèmes économiques qui accablaient l'ancien ordre ont empiré, la révolution ayant provoqué un ralentissement de l'économie en 2011. Une forte proportion des Tunisiens sont toujours sans emploi, et le nouveau gouvernement aura beaucoup de mal à respecter les promesses de justice sociale et d'émancipation économique qu'il a faites à la population privée de ses droits du sud du pays.

Algérie et Maroc. L'Algérie et le Maroc se distinguent de leurs voisins d'Afrique du Nord par leur calme relatif, qui a surpris de nombreux observateurs. L'étude de leur situation fournit des informations utiles et permet de mieux comprendre pourquoi les révoltes n'ont pas englouti les deux pays et pourquoi les structures politiques existantes demeurent. Trois grands facteurs expliquent le caractère unique de l'Algérie et du Maroc d'aujourd'hui. Premièrement, dès les années 1990, les deux pays ont libéralisé de grands segments de leur vie sociale. Leurs citoyens craignent donc moins d'exprimer leurs opinions, ce qui contraste fortement avec les conditions qui régnaient en Tunisie et en Libye avant 2011. Deuxièmement, aucun de ces deux pays n'a un leader emblématique dominant contre lequel le ressentiment populaire peut être facilement orienté. Enfin, les partis politiques et les syndicats ne se sont pas joints aux manifestants dans les rues, mais sont plutôt restés partenaires du gouvernement.

L'Algérie a glissé dans une guerre civile sanglante en 1991 à la suite d'une transition politique ratée et d'élections interrompues. Lorsqu'ils réfléchissent aux événements de 2011, de nombreux Algériens croient qu'ils « ont déjà parcouru ce chemin » et que leur propre révolution a eu lieu de 1988 à 1990. Ils avaient alors obtenu des élections, la liberté de la presse et plusieurs autres droits, mais pas la démocratie complète. Des ruines de la guerre civile a plutôt émergé un régime autoritaire pluralisé, dominé par l'armée.

Depuis l'éclatement des révoltes dans la région, trois facteurs surtout ont empêché la tenue de grandes manifestations en Algérie : la fragmentation du pouvoir dans le système actuel, la rente pétrolière et l'attention presque exclusive portée aux négociations salariales par les partis politiques et les syndicats. Premièrement, l'atomisation de la structure du pouvoir en Algérie a empêché l'éruption d'un ressentiment contre un personnage précis du régime, comme ce fut le cas, par exemple, contre Moubarak ou Ben Ali. En Algérie, le pouvoir est réparti : il est vrai que le pays est dominé par une oligarchie militaire, mais elle a délégué de nombreuses responsabilités aux partis et aux technocrates.

Deuxièmement, l'Algérie a utilisé sa rente pétrolière considérable pour acheter la stabilité, investissant massivement dans un large éventail de programmes sociaux. Cette rente n'a pas permis au régime d'acheter l'harmonie sociale, mais elle a considérablement réduit les inégalités sociales et économiques, ce qui était un facteur important à l'origine des manifestations ailleurs dans la région. Le troisième facteur qui a contribué à la stabilité et à la perpétuation de l'ancien ordre a été le fait que les partis politiques et les syndicats, qui sont

de puissants acteurs dans le pays, concentrent leurs énergies depuis quelques années à obtenir des augmentations salariales et non à contester le régime.

Au Maroc, les doléances populaires se sont concentrées sur le « Mouvement du 20 février », qui appelait à la fin de l'hégémonie de la monarchie sur les politiques intérieures du pays. Cependant, deux grands facteurs expliquent la résilience de la monarchie : sa capacité d'éviter les conflits en intégrant ses rivaux dans le système politique et la retenue dont les forces policières ont fait montre face aux petites manifestations dans les rues.

Historiquement, la monarchie marocaine a réussi à s'assurer la collaboration de ses rivaux et de ses critiques en les intégrant dans le système politique, comme elle l'a fait dans les années 1990 avec le principal mouvement d'opposition, le Parti socialiste. Depuis quelques années, elle utilise la même méthode avec un nouvel adversaire, le mouvement islamiste qui a créé le Parti de la justice et du développement (PJD). Le PJD dirige maintenant le gouvernement élu et participe activement à la gouvernance du pays, ce qui a entraîné une convergence graduelle de ses intérêts avec ceux du roi.

Le régime a aussi appris des expériences de ses voisins que la brutalité policière ne fait que jeter de l'huile sur le feu des frustrations de la population. Les forces policières marocaines se sont donc généralement comportées avec plus de retenue que celles de la Tunisie par exemple. La seule exception flagrante à cet effort généralement couronné de succès a été la réaction de l'appareil de sécurité à l'attentat à la bombe de Marrakesh qui a fait 17 morts en avril 2011. Selon un conférencier, cette réaction a montré le dysfonctionnement du secteur de la sécurité.

Contrairement à l'Algérie, le Maroc n'a pas de réserves pétrolières et ne peut pas agir facilement sur ses nombreuses fractures économiques et sociales au moyen de programmes sociaux et d'investissements financiers massifs. Les inégalités restent donc profondes, et les efforts actuels pour réduire la pauvreté et enrayer la hausse des prix des articles de base créent des déficits budgétaires structurels croissants. La stabilité future du Maroc sera déterminée par l'évolution des inégalités et de la situation financière du gouvernement.

Éléments constants dans le contexte de la menace

Al-Qaïda est toujours forte

La notice nécrologique d'al-Qaïda a été rédigée plusieurs fois au cours des dix dernières années et, étant donné la « libération populaire » du Moyen-Orient, cette opinion peut sembler plus incontestable que jamais. Des données découvertes dans la villa d'Oussama Ben Laden après sa mort ont révélé qu'il craignait qu'al-Qaïda ne perde la bataille en vue de séduire le monde arabe. Certains se demandent même si al-Qaïda n'a pas perdu sa raison d'être à la suite de l'éveil du monde arabe.

La prudence s'impose, cependant, parce qu'al-Qaïda demeure puissante à bien des égards. Il est vrai qu'elle a subi une série de coups au cours des trois dernières années, mais elle a pu accomplir l'impossible en se développant considérablement au cours de cette période : il y avait sept réseaux d'al-Qaïda en 2008, et douze au début de 2012. Mouvement monolithique au départ, al-Qaïda a réussi à se transformer peu à peu en une organisation transnationale réseautée, malgré les sanctions imposées par les États-Unis. Maintenant, de multiples réseaux ayant leur idéologie propre présentent divers défis.

Les idées reçues au sujet d'al-Qaïda se sont révélées fausses par le passé. On croyait que la menace provenait de la base et que les structures de commandement ne comptaient pas. Les attentats de Mumbai et la tentative d'attentat à la voiture piégée de Times Square ont démontré que ce n'était pas le cas. On pensait aussi couramment qu'Oussama Ben Laden ne jouait qu'un rôle limité et était isolé de ses sympathisants et de ses partisans à titre de figure de proue. Cependant, des documents découverts après le raid dans lequel il a trouvé la mort donnent à penser que cette opinion était également fausse. Bref, un conférencier a prévenu qu'il faut se méfier des idées reçues à propos d'al-Qaïda : l'organisation demeure effectivement forte, surtout au Pakistan, en Somalie, en Irak et au Yémen.

Constantes géopolitiques

Le conflit israélo-palestinien reste une plaie purulente dans beaucoup d'esprits de la région

Le conflit israélo-palestinien n'a pas servi d'enjeu mobilisateur pour faire descendre les gens dans les rues pendant l'éveil du monde arabe. Plusieurs conférenciers ont cependant convenu qu'il risque de « faire un retour en force » et qu'il pourrait prendre de l'importance à mesure que le monde arabe deviendra plus démocratique et plus réceptif à la volonté du peuple, surtout parce qu'on n'entrevoit aucune solution et que la population est généralement défavorable à Israël.

Selon un conférencier, il est peu probable que des progrès décisifs soient faits dans le processus de paix au Moyen-Orient en 2012. À son avis, l'évolution de la dynamique de l'opinion publique et de la coalition, ainsi que l'évolution des perceptions de la dynamique régionale en Israël, sont autant d'éléments qui donnent à penser que le conflit entre Israël et les Palestiniens se poursuivra.

Ce conférencier a parlé d'un récent sondage selon lequel 58 % des Israéliens appuient la solution à deux États proposée par l'ancien président américain Bill Clinton, alors que seulement 38 % s'y opposent. Ce qui semble paradoxal cependant, c'est que 79 % des gens étaient d'avis qu'il n'y aurait pas de paix au cours des prochaines années, parce qu'une forte majorité en Israël croit que la plupart des Palestiniens sont opposés à la solution à deux États. Divers facteurs ont contribué à cette perception, dont la deuxième intifada (de 2000 à 2004), le refus du Hamas de reconnaître Israël et la conviction répandue que le retrait des troupes israéliennes du Sud-Liban en 2000 n'a fait que rendre Israël plus vulnérable aux attaques à la roquette. Ces facteurs et d'autres ont convaincu de nombreux Israéliens que, quelles que soient les terres qu'ils cèdent, les Palestiniens n'accepteront jamais de reconnaître l'État d'Israël.

La dynamique de la coalition en Israël est fonction de l'évolution démographique du pays. La coalition du premier ministre Benyamin Netanyahu est constituée d'« exclus » traditionnels, dont les juifs séfarades, les juifs d'origine moyen-orientale, les immigrants russes et les juifs orthodoxes et ultra-orthodoxes. Essentiellement, la majorité des membres de la coalition au pouvoir sont soit opposés soit réticents à tout progrès dans le processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Cette coalition est demeurée solide, adoptant récemment le budget de l'État pour les deux prochaines années. De plus, chaque parti a ses propres raisons de ne pas vouloir voir la coalition démantelée, alors

que l'opposition est trop fragmentée pour représenter un adversaire sérieux.

L'évolution de la dynamique régionale dans le contexte incertain des révoltes arabes fera qu'il sera probablement plus difficile pour Israël de se consacrer pleinement au processus de paix. Dans l'intervalle, M. Netanyahu se fait discret, hésitant à faire des concessions tant et aussi longtemps que le contexte de sécurité d'Israël continuera de se détériorer et restera imprévisible. C'est pourquoi la question de l'Iran et de son programme nucléaire constitue la priorité stratégique de son gouvernement.

Les tensions persistent entre sunnites et chiites

Les tensions sectaires n'ont pas joué un rôle déterminant dans l'orientation de l'éveil du monde arabe. Une minorité de conférenciers en ont parlé et presque toujours dans le contexte de la rivalité géopolitique plus large entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Bahreïn, où le fossé entre sunnites et chiites était déjà profond avant les soulèvements et s'est encore creusé depuis, constitue cependant l'exception à cette règle. Cela inquiète particulièrement l'Arabie saoudite, parce qu'elle a toujours redouté l'influence de l'Iran sur sa province orientale à majorité chiite et sur les chiites de Bahreïn. Elle craint également que, si les chiites de Bahreïn renversent leur gouvernement (ou s'en approchent), l'effet domino s'étende à la population chiite du royaume.

Le sectarisme à Bahreïn, pays traditionnellement tolérant où la liberté de religion n'a jamais posé de problème, a atteint des niveaux sans précédent. Pourtant, depuis l'éclatement des révoltes, la famille royale fait régulièrement des déclarations antichiites. Au cours du seul mois de mai 2011, 40 sites religieux chiites ont été détruits, des gestes sans précédent qui ont été commandités par le gouvernement. En outre, le ressentiment que les sunnites éprouvent envers les chiites croît, et certains groupes organisés sunnites affirment maintenant que le régime est trop indulgent envers les chiites.

Incertitudes persistantes

Un ordre politique incertain

D'inévitables aspirations et attentes insatisfaites, aux conséquences imprévisibles

Inévitablement, l'éveil du monde arabe fera des perdants et attisera la déception. Dans de nombreux pays où les régimes se sont effondrés, les espoirs de la population de prendre leur destinée en main sur les plans politique, économique et social sont immenses, mais il est pratiquement certain que bon nombre des aspirations sous-jacentes ne se concrétiseront pas dans un proche avenir. Dans les pays où une instabilité prolongée est probable, comme le Yémen et la Syrie, des jeunes hommes frustrés pourraient être tentés de se tourner vers la violence.

Les jeunes privés de droits sont un des publics traditionnels d'al-Qaïda, qui pourrait avoir ainsi l'occasion d'accéder à de nouveaux réservoirs de recrues. Al-Qaïda n'est pas un parti politique, mais elle a toujours cherché à tendre la main aux membres désabusés des partis politiques légitimes. Le succès qu'elle connaîtra à cet égard pourrait bien être un des principaux facteurs dans le maintien de sa pertinence.

Quelles sont les intentions des nouveaux acteurs?

Un large éventail de nouveaux acteurs émergent sur la scène politique dans tout le Moyen-Orient, tandis que les acteurs existants, comme les forces armées en Égypte, voient leur rôle et leur statut changer considérablement. Dans de nombreux cas, cependant, les intentions de ces acteurs ne sont pas claires et sont mal comprises.

Les événements de 2011 ont démontré que les forces armées jouent un rôle central dans la détermination des chances de survie de tout gouvernement. Trois formules peuvent être décelées. En Égypte et en Tunisie, l'armée a décidé qu'elle avait tout intérêt à se distancier du clan au pouvoir. Les forces armées ont réussi à jouer un rôle d'arbitre dans le processus politique, parce qu'elles avaient une chaîne de commandement unifiée et professionnelle capable de prendre cette décision et de la mettre en œuvre. En Libye et au Yémen, l'armée n'était pas unifiée et elle s'est divisée en fonction des positions régionales et tribales une fois sous pression, ce qui a donné des résultats violents. À Bahreïn, l'armée est la garde prétorienne du clan

au pouvoir. Loyale jusqu'au bout, elle a été capable de réprimer les manifestations dans les rues.

Les forces armées sont des acteurs essentiels dans toute la région, et pourtant on en sait encore très peu sur leurs intentions et leurs visions du monde, ou on les comprend mal. Elles pourraient cependant être le plus important élément déterminant de la stabilité future de plusieurs pays. Si des manifestations sérieuses devaient éclater en Jordanie ou en Irak, par exemple, comment réagirait l'armée? Ou encore, jusqu'où les Gardiens de la révolution islamique seraient-ils prêts à aller pour défendre le statu quo en Iran?

Le cas du CSFA en Égypte revêt une importance particulière. On avait présumé que l'armée égyptienne ne tolérerait pas plus d'un nombre symbolique d'islamistes dans la vie politique égyptienne. Cela s'est révélé faux, même si on ne sait pas au juste quelles sont les intentions du haut commandement à l'égard des Frères musulmans. Dans quelle mesure le CSFA tolérera-t-il leur influence croissante? La réponse à cette question est au cœur de l'évolution de l'équilibre interne du pouvoir en Égypte. Celle-ci, à son tour, déterminera dans une large mesure non seulement l'ordre politique futur en Égypte, mais aussi l'évolution de l'islam politique dans la région. Les futures relations de l'Égypte avec Israël et les États-Unis seront en partie modelées par cette dynamique.

Un futur contexte de la menace incertain

Groupes dissidents

De nombreux groupes islamistes ont entrepris de jouer un rôle sur la scène politique. Cependant, comme ils devront peu à peu en venir à accepter les règles du jeu, les éléments radicaux en leur sein pourraient refuser de renoncer à violence et choisir de faire scission. Ces groupes dissidents mécontents pourraient représenter une menace pour la sécurité et jouer les trouble-fêtes, par exemple en Égypte ou en Libye, où une série de groupes islamistes ont entrepris d'intégrer peu à peu le processus politique. D'autres incertitudes demeurent à cet égard : dans quelle mesure de tels groupes dissidents se formeront-ils? S'ils le font, seront-ils capables d'entraver le progrès politique ou seront-ils condamnés à rester sur la touche, ne réussissant qu'à être importuns?

Al-Qaïda

L'avenir d'al-Qaïda est un élément crucial, mais inconnu, découlant de l'éveil du monde arabe. Son message de changement par la violence sera-t-il miné par le discours en faveur d'un changement pacifique? Comment évoluera l'AQPA, franchise la plus dynamique du réseau depuis quelques années? Un conférencier a proposé un certain nombre de questions pour orienter la réflexion sur l'avenir d'al-Qaïda.

Nous ne savons pas à quoi aboutira la fragmentation actuelle du mouvement jihadiste. Comment la menace évoluera-t-elle à mesure que les organisations terroristes deviendront plus indépendantes? Les capacités du noyau d'al-Qaïda sont réduites, mais des groupes plus petits et plus fragmentés constitueront de nouveaux défis très sérieux sur le plan du renseignement. Ils n'auront pas le même modus operandi et seront donc plus difficiles à repérer, à devancer et à contrecarrer. En Irlande du Nord, par exemple, les extrémistes républicains dissidents ont posé des défis redoutables aux unités antiterroristes. Selon un conférencier, les services de renseignements indonésiens soutiendraient le même argument au sujet de leurs relations avec les nouvelles milices.

Il y a aussi beaucoup d'incertitude autour du « triangle » Syrie-Jordanie-Irak. L'effondrement du régime Assad en Syrie aurait des conséquences beaucoup plus graves pour la région que la chute du colonel Kadhafi en Libye. Les stocks d'armes de la Syrie, qui possède des armes biologiques, éclipsent complètement ceux de la Libye. Il y a aussi des craintes qu'al-Qaïda en Irak (AQI) puisse profiter du chaos en Syrie pour étendre ses opérations à la Syrie et à la Jordanie.

Une autre inconnue importante concerne la détérioration constante des relations entre les États-Unis et le Pakistan et de la situation intérieure au Pakistan, et la possibilité que l'un ou l'autre de ces facteurs donne à al-Qaïda une occasion de se ressaisir et de se réorganiser. Il est difficile de prédire si Ayman al-Zawahiri, qui a remplacé Oussama Ben Laden à la tête d'al-Qaïda, sera un leader fort. Il y a quelques années à peine, peu de gens auraient parié sur les chances de M. al-Zawahiri de le devenir. Il s'est pourtant révélé être un survivant solide, présent pour al-Qaïda à chaque tournant politique.

Enfin, on ne sait pas encore au juste comment al-Qaïda et le mouvement jihadiste dans son ensemble essaieront d'exploiter les outils de réseautage social qui se sont révélés si précieux dans le contexte des révoltes populaires arabes. Cela peut sembler tiré par les cheveux, pourtant il y a dix ans de nombreux observateurs avaient qualifié les Talibans d'analphabètes technologiques. Aujourd'hui, le mouvement

est actif sur Twitter et compte sur une habile section de relations avec les médias. Al-Sabah, section médiatique d'al-Qaïda, a récemment commencé à utiliser le réseautage social avec son propre compte Twitter.

L'avenir de la menace que représentent les « loups solitaires » est incertain

L'appui des tactiques des « loups solitaires » a été une importante réorientation de la façon de procéder d'al-Qaïda au cours des dernières années. Al-Qaïda dissuade les volontaires occidentaux de se rendre à l'étranger pour suivre un entraînement et les encourage plutôt à poser des actes terroristes en Occident même. Dans une certaine mesure, cela cadre avec la stratégie du jihad sans leader élaborée par Abou Moussab al-Suri, un des principaux penseurs d'al-Qaïda.

Toutefois, la stratégie d'al-Suri s'est généralement révélée infructueuse, le taux de succès d'al-Qaïda étant relativement faible. D'après un conférencier, le jihad sans leader est un échec pour plusieurs raisons. Le jihad est en partie un projet social; les gens ont donc tendance à moins s'y intéresser s'ils se retrouvent à agir seul. Autrement dit, ce qui pousse les jihadistes éventuels à s'enrôler, c'est un irrésistible sentiment d'appartenance à une communauté, et le fait d'agir en loup solitaire ne respecte pas ce principe. De plus, les loups solitaires ne reçoivent pas beaucoup d'entraînement officiel : ils n'ont pas d'expérience des combats et manquent souvent de discipline et de supervision. C'est pour cela que leurs attentats sont souvent ratés et, lorsqu'ils sont réussis, qu'ils ne le sont que partiellement.

Pour les sympathisants jihadistes occidentaux, la question maintenant est de savoir si al-Qaïda est officiellement prête à abandonner le modèle du jihad sans leader d'al-Suri et à revenir à sa façon de procéder traditionnelle, comprenant des voyages et un entraînement à l'étranger. Le Yémen est le front le plus attirant à cet égard parce qu'il héberge une solide franchise locale d'al-Qaïda, AQPA, et que l'instabilité prolongée dans le pays exerce un attrait évident sur les combattants étrangers. AQPA a récemment appelé activement les recrues occidentales à venir participer au jihad à l'étranger dans le cadre des activités de rayonnement qu'elle mène en langue anglaise sur Internet.

Il semble que les dirigeants d'al-Qaïda continuent d'adhérer au modèle d'al-Suri pour le moment, mais ils pourraient finir par choisir de se concentrer de nouveau sur le modèle du combattant étranger, étant donné le peu de succès des attentats commis par des loups

solitaires jusqu'ici. Bon nombre d'éventuels loups solitaires pourraient être disposés à aller recevoir un entraînement à l'étranger. Il sera important qu'al-Qaïda renouvelle ses réseaux en Occident si elle veut survivre.

Incertitudes géopolitiques

Un contexte économique incertain

Un conférencier a parlé des défis que l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient obligera les entreprises à relever, surtout dans le secteur de l'énergie. Malgré l'incertitude qui plane sur l'avenir du milieu des affaires dans la région, il a insisté sur le fait que ces défis sont plus gérables qu'on le croie couramment. Jusqu'en 2011, le Moyen-Orient était considéré comme un milieu assez stable à cause de l'accès : il suffisait d'avoir accès aux bonnes personnes pour que ses intérêts commerciaux soient en sécurité. La région avait généralement la réputation d'être à faible risque et à rendement élevé. L'éveil du monde arabe l'a cependant transformée en secteur à risque élevé et à rendement élevé. Il se pourrait donc que certaines entreprises quittent la région, mais que des occasions s'offrent à d'autres.

Les pays du Moyen-Orient ont tous été affectés différemment par l'agitation. La Jordanie reçoit le gros de son gaz naturel de l'Égypte, mais le principal pipeline est la cible d'attaques répétées. Trouver d'autres sources pour approvisionner le pays en gaz devient donc une décision stratégique pour Amman, qui a envisagé plusieurs possibilités, dont le Qatar, l'Irak et Israël. Un halo d'incertitudes entoure aussi l'Algérie. Environ 15 % du gaz naturel de l'Europe est importé d'Algérie et passe par un centre de dispersion. Une conduite d'approvisionnement locale près de ce terminal a explosé à la fin de 2011. Cela représente une vulnérabilité importante pour l'Europe.

La croissance économique étant indispensable au rétablissement de la stabilité dans la région, il est important de comprendre les liens entre les investissements antérieurs et les circonstances qui prévalaient avant la révolution. En Égypte, par exemple, une transaction d'envergure dans le secteur gazier avec Israël était étroitement liée à la famille Moubarak et à ses plus proches partenaires commerciaux, et, en général, à la vision stratégique qu'avait le régime de ses relations avec Israël. Or, depuis qu'elles ont obligé M. Moubarak à renoncer au pouvoir, les forces armées ne sont pas disposées à défendre cette transaction, ce qui soulève des questions sur l'avenir du commerce gazier entre les deux pays. Dans ce contexte, trois questions pourraient aider les analystes à comprendre l'évolution du

milieu des affaires dans les États où l'ancien ordre a été renversé ou ébranlé :

- Quels étaient les liens entre les investissements et les élites destituées et dans quelle mesure les incarnaient-elles?
- Quels sont les investissements liés à l'armée?
- Quels sont les investissements qui sont si profondément liés aux intérêts de la nation qu'aucun changement de régime ne les affectera?

L'avenir de l'influence des États-Unis au Moyen-Orient et conséquences des révoltes arabes pour le Canada

L'avenir de l'influence des États-Unis dans la région demeure une question fondamentale pour laquelle il n'existe pas de réponse unanime. Comme l'a dit un des conférenciers, les États-Unis ont profité de l'éveil du monde arabe à certains égards, mais pas à d'autres. Tout au long de la conférence, plusieurs conférenciers ont soutenu que l'influence américaine dans la région avait probablement commencé à décliner avant 2011. On ne sait toujours pas cependant si ce déclin se poursuivra, s'accélérera ou s'inversera.

Le pouvoir de contraindre des États-Unis au Moyen-Orient est probablement en baisse. Il reste à déterminer s'ils sont encore en mesure d'exercer leur pouvoir de convaincre. Tout dépendra de l'orientation que la politique intérieure américaine prendra en 2012 et de la capacité des États-Unis de rétablir l'influence que le président Barack Obama a tenté d'élargir et d'utiliser au début de son mandat. De leur côté, les perceptions régionales de la politique américaine dépendront en grande partie de ce que les États-Unis feront et non de ce qu'ils diront. Ce que les États-Unis ont fait jusqu'ici dans cette période d'agitation a été positif pour beaucoup de personnes parce qu'ils ont soutenu certaines révolutions (celles de la Libye et de la Syrie par exemple), mais pas d'autres (celle de Bahreïn).

Selon un conférencier, la politique étrangère américaine entre dans une ère d'inconstance et sera incapable d'échapper aux conséquences de l'instabilité financière mondiale. Au Moyen-Orient, les États-Unis semblent avoir été réduits au rôle de spectateur et ne peuvent plus définir ou instaurer la politique régionale. Il reste à voir si cette doctrine d'« antileadership » et l'intervention en Libye fourniront des modèles d'influence viable pour l'avenir.

Fait intéressant, selon un récent sondage effectué par le magazine Foreign Policy, 30 % des spécialistes croient que le Moyen-Orient a une importance stratégique pour les États-Unis aujourd'hui, alors que 8 % seulement croient que ce sera toujours le cas en 2032. Plus frappant encore, seulement 6 % des décideurs croient que la région aura une importance stratégique à ce moment là[1]. De plus, 60 % des spécialistes et des décideurs appuyaient l'intervention de l'OTAN en Libye, mais, essentiellement pour l'avenir, de très fortes majorités n'étaient pas favorables à une intervention armée au Sud-Soudan, en Syrie, au Yémen, en Iran ou au Pakistan.

À court ou à moyen terme, les États-Unis devront se colleter avec un certain nombre de problèmes complexes, dont des alliances changeantes. Washington a déjà été un proche allié de l'Iran, de l'Égypte, de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Maintenant, chacune de ces relations a des ennuis, même si ces liens sont de nature très différente. L'Arabie saoudite est un pays qui devra être suivi de près, à cause de la dépendance des États-Unis à l'égard du pétrole. La rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran est un autre sujet de préoccupation, parce que les autorités saoudiennes ont besoin que les États-Unis les appuient et s'attendent à ce qu'ils le fassent.

Le dilemme nucléaire iranien est un autre facteur important qui pourrait « changer la donne ». Il est possible que l'Iran devienne un État nucléaire au cours des prochaines années, issue qui dépendra surtout de la politique intérieure de l'Iran en fin de compte, selon un conférencier. La relation entre les États-Unis et l'Iran a été ponctuée d'occasions ratées en 2003 et en 2009, lorsque l'Iran a proposé de négocier avec les États-Unis toutes les questions bilatérales en suspens et lorsque la possibilité de conclure une entente pour que l'uranium faiblement enrichi soit traité à l'extérieur de l'Iran a été discutée. De telles occasions pourraient bien ne jamais se représenter. Même si le conférencier était d'avis que Washington ne veut pas d'une autre guerre au Moyen-Orient, les tensions sont telles que le moindre faux pas pourrait bien provoquer un conflit entre les deux rivaux. Il y a toutefois un fait nouveau positif pour les ÉtatsUnis à cet égard : le déclin du statut de l'Iran en tant que source d'inspiration pour les masses dans la région. Il a de plus en plus l'air d'une autocratie comme une autre.

Le front israélo-palestinien mettra aussi à l'épreuve la politique américaine au Moyen-Orient au cours des prochains mois et des

---

[1] Paul C. Avery, Michael C. Desk, James D. Long, Daniel Malinda, Susan Peterson et Michael J. Tierney, « The Ivory Tower: How IR Scholars See the World », Foreign Policy, janvier-février 2012 (http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/01/03/the_ivory_tower?page=full).

prochaines années. Il est douteux que certaines des occasions des dernières années se présentent de nouveau. En fait, le gouvernement de Barak Obama a jusqu'ici surtout montré les limites, plutôt que l'étendue, de l'influence que les États-Unis peuvent exercer dans ce conflit. Dans ce contexte, l'incapacité de mettre en œuvre la solution à deux États exacerbera encore les problèmes de Washington dans la région.

Les expériences des États-Unis en Irak et plus récemment en Libye soulèvent la question des futures interventions militaires américaines au Moyen-Orient. La guerre en Irak a pratiquement détruit l'enthousiasme du pays pour les projets de démocratisation massifs. Jusqu'à un certain point, le président Obama a adopté une attitude officielle de rejet de toute forme de démocratisation de la région au moyen d'une intervention armée. L'intervention en Libye, cependant, offre un modèle différent, puisque le principe de la responsabilité de protéger a été fusionné à une campagne visant directement à provoquer un changement de régime. Certains s'attendaient à ce que l'OTAN échoue, mais l'intervention a été couronnée de succès, pour l'essentiel. De plus, la politique étrangère américaine n'a pas souffert et aucun soldat américain n'a trouvé la mort dans le processus. D'après le conférencier, cependant, ce modèle n'est probablement pas indiqué pour mettre fin à l'agitation en Syrie.

L'éveil du monde arabe aura inévitablement des répercussions sur le Canada et ses intérêts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il est possible que le Canada n'ait qu'une capacité limitée d'influencer les résultats dans la région, mais il aura un certain nombre de défis à relever parce qu'il devra apprendre comment se comporter dans le nouvel ordre politique et le nouvel ordre social de la région. La volatilité attendue pourrait exiger du Canada qu'il participe dans l'avenir à une intervention coordonnée avec ses alliés; de plus, l'apparition éventuelle d'espaces ingouvernés pourrait faire augmenter sérieusement les risques d'extrémisme religieux. L'incertitude qui plane ainsi sur le monde arabe et le Moyen-Orient exige du Canada qu'il suive de près son évolution politique et sociale.

Annex A

Programme de la conférence

Visions multiples du rôle de l'État
Perspectives politiques et sécuritaires sur le monde arabe et le Moyen-Orient

Conférence organisée par le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), en collaboration avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Les 19 et 20 janvier 2012 – 1941, chemin Ogilvie, Ottawa, Canada

Jour un

8 h 30 - 8 h 45	Mot de bienvenue, structure et objectifs de la conférence
8 h 45 – 9 h	Mot d'ouverture
9 h – 10 h 45	Module 1 – Le retour du géant ? Politique, sécurité et développement en Égypte • Interpréter les résultats des élections et comprendre l'islam politique dans l'Égypte moderne • Évolution du rôle de l'armée au pays et dans la région et défis pour l'appareil de sécurité • Une place au soleil? Rôle et influence des jeunes sur la scène politique dans la nouvelle Égypte
10 h 45 – 11 h	Pause
11 h – 12 h 30	Module 2—Pleins feux sur la péninsule Arabique • Les mérites du statu quo : Réaction de l'Arabie saoudite aux révoltes - Le point sur les tensions au pays et sur sa stabilité future • Sur la ligne de faille : Bahreïn, microcosme des relations entre sunnites et chiites

	• Le Yémen : Établir de nouveaux équilibres politiques
12 h 30 – 13 h 30	Lunch
13 h 30 – 15 h	Module 3—Pleins feux sur le Maghreb • En quête d'inspiration : Leçons à tirer de l'expérience tunisienne • Maroc et Algérie • La Libye : bilan
15 h – 15 h 15	Pause
15 h 15 – 16 h 30	Module 4—Pleins feux sur le Machrek • Un allié en difficulté? Progrès des réformes en Jordanie; évolution des forces politiques au pays et vision à long terme de la sécurité dans la région • Chasse au lion : Le soulèvement en Syrie et répercussions sur la région
16 h 30 – 17 h15	Débat : Les relations israélo-palestiniennes et l'influence que le conflit exerce sur l'idéologie et la politique au MoyenOrient • Israël : Obstacles au règlement du conflit sur la scène intérieure • Gaza et la Cisjordanie : Nouveaux rôles et défis du Hamas et du Fatah
17 h 15	Ajournement
Jour deux	
8 h 45 – 9 h	Présentation du programme du deuxième jour
9 h – 10 h 45	Module 5—Violence politique et terrorisme : Dimensions sécuritaires des révoltes arabes • Attrait d'al-Qaïda au lendemain des révoltes

	• Comment les sociétés occidentales devraient-elles envisager l'évolution de la menace que représente la radicalisation? • Excès du régime libyen : Risques associés à la déliquescence des États du Moyen-Orient au lendemain des révoltes et répercussions
10 h 45 – 11 h	Pause
11 h – 12 h	Exposé principal : L'avenir de l'islam politique
12 h – 13 h	Lunch
13 h – 14 h 45	Module 6—Jeux de pouvoir : Évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient • Réordonner les blocs : Évolution de la situation géopolitique dans la région • Qatar : Émergence d'un nouveau centre de pouvoir régional • Considérations pratiques : Les investissements (dans les secteurs de l'énergie et autres) dans la région sont-ils surs?
14 h 45 – 15 h	Pause
15 h – 16 h 15	Module 7 : Répercussions pour le Canada et les États-Unis
16 h 15 – 16 h 30	Conclusion
16 h 30 .30 – 16.45	Mot de clôture
16.45	Ajournement

Annex B

La liaison-recherche au SCRS

Le renseignement dans un monde en évolution

On dit souvent que le monde évolue de plus en plus rapidement. Analystes, commentateurs, chercheurs et autres – associés ou non à un gouvernement – acceptent peut-être ce cliché, mais la plupart commencent seulement à comprendre les conséquences très réelles de ce concept pourtant abstrait.

La sécurité mondiale, qui englobe les diverses menaces pour la stabilité et la prospérité géopolitiques, régionales et nationales, a profondément changé depuis la chute du communisme. Cet événement a marqué la fin d'un monde bipolaire organisé selon les ambitions des États-Unis et de l'ancienne URSS et les tensions militaires en résultant. Détruisant rapidement la théorie de « fin de l'histoire » des années 1990, les attentats terroristes contre les États-Unis en 2001, ainsi que des actes terroristes subséquents dans d'autres pays, ont depuis modifié ce qu'on entend par sécurité.

La mondialisation, l'évolution rapide de la technologie et la sophistication des moyens d'information et de communication ont eu une incidence sur la nature et le travail des gouvernements, y compris des services de renseignements. En plus des conflits habituels entre États, il existe désormais un large éventail de problèmes de sécurité transnationale découlant de facteurs non étatiques, et parfois même non humains. Ces problèmes vont du terrorisme, des réseaux illégaux et des pandémies à la sécurité énergétique, à la concurrence internationale pour les ressources et à la dégradation mondiale de l'environnement. Les éléments de la sécurité mondiale et nationale sont donc de plus en plus complexes et interdépendants.

Notre travail

C'est pour mieux comprendre ces enjeux actuels et à venir que le SCRS a lancé, en septembre 2008, son programme de liaison-recherche. En faisant régulièrement appel aux connaissances d'experts au moyen d'une démarche multidisciplinaire, axée sur la collaboration, le Service favorise une compréhension contextuelle des questions de sécurité pour le bénéfice de ses propres experts ainsi que celui des chercheurs et des spécialistes avec qui il s'associe. Ses activités visent à établir une vision à long terme des

différentes tendances et des divers problèmes, à mettre en cause ses hypothèses et ses préjugés culturels, ainsi qu'à affiner ses moyens de recherche et d'analyse.

Pour ce faire, nous :

- nous associons activement à des réseaux d'experts de différents secteurs, dont le gouvernement, les groupes de réflexion, les instituts de recherche, les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales (ONG), tant au Canada qu'à l'étranger. Si ces réseaux n'existent pas déjà, nous pouvons les créer en collaboration avec différentes organisations;

- stimulons l'étude de la sécurité et du renseignement au Canada, favorisant ainsi une discussion publique éclairée à propos de l'histoire, de la fonction et de l'avenir du renseignement au Canada.

Dans cette optique, le programme de liaison-recherche du Service emprunte de nombreuses avenues. Il soutient, élabore, planifie et anime plusieurs activités, dont des conférences, des séminaires, des études, des exposés et des tables rondes. Il participe aussi activement à l'organisation du Global Futures Forum, un appareil multinational du renseignement et de la sécurité qu'il soutient depuis 2005.

Nous n'adoptons jamais de position officielle sur quelque question, mais les résultats de plusieurs de nos activités sont publiés sur le site Web du SCRS au www.scrs-csis.gc.ca. Par la publication des idées émergeant de nos activités, nous souhaitons alimenter le débat et favoriser l'échange d'opinions et de perspectives entre le Service, d'autres organisations et divers penseurs.